

## **MOBILISATIONS, BLOCAGES, GRÈVES**



**NOUS POUVONS  
FAIRE RECULER  
BORNE & MACRON**

### **Dossier**

**Dans les transports,  
une révolution est  
nécessaire**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

**Cachez ce ballon que  
je ne saurais voir**

Page 2

### **PREMIER PLAN**

**Turquie. Le régime  
corrompu d'un seul  
homme nous a tués**

Page 2

**Retraites. Pension  
minimale à 1200 euros :  
un bobard du  
gouvernement!**

Page 3

**ACTU INTERNATIONALE  
États-Unis. Biden passe  
du néolibéralisme au  
libéralisme du New Deal**

Page 4

**Françafrique. Macron,  
cet allié de la dictature  
tchadienne**

Page 5

### **ACTU SOCIALE**

**Loi Darmanin. Même  
Macron, mêmes patrons,  
même combat**

Page 8

**Eau. Fin mars dans le  
Poitou: coup de grâce  
pour les mégabassines?**

Page 9

### **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Marie  
Barbier, co-rédactrice  
en chef et co-fondatrice  
de La Déferlante**

Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Cachez ce ballon que je ne saurais voir

Un ballon de football à l'effigie d'Olivier Dussopt a donc été à l'origine d'une énième « polémique » alimentée par la macronie, qui ne manque décidément pas une occasion d'essayer de détourner l'attention de sa sale contre-réforme des retraites. Quelques jours plus tard, c'était un mannequin à l'effigie d'Élisabeth Borne, pendu dans la manifestation marseillaise du 11 février, qui faisait l'actualité. Puis, lundi 13 février, la macronie et les médias s'enflammaient après qu'un député LFI eut traité Olivier Dussopt d'« assassin » lors d'un débat à l'Assemblée nationale.

Le défilé des macronistes et des éditorialistes scandalisés, qui surjouent l'indignation, parfois des trémolos dans la voix, pourrait faire sourire s'il n'était pas un puissant révélateur de la profondeur du caractère de classe du conflit qui se joue actuellement. La police tue. Le chômage tue. Le travail tue. Le mal-logement tue. Les frontières tuent. Leurs contre-réformes tuent. Mais le problème de ces braves gens, c'est un ballon de foot, un mannequin et un terme qu'ils trouvent un peu trop « violent ». C'est devenu une habitude lors des séquences de mobilisation mettant à nu le caractère brutal de la domination et de l'exploitation capitalistes : c'est ceux qui protestent, manifestent, s'expriment contre l'ordre établi, en général en ne respectant pas les règles du savoir-vivre de la bourgeoisie, que l'on accuse d'être « violents ». Les dominants, quant à eux, ne sont évidemment jamais « violents » : ils sont « réalistes ». Pire encore, s'en prendre à eux, même symboliquement, c'est basculer du côté des « délinquants », des « factieux », voire, les jours de fête, des « terroristes ».

Nous ne le dirions jamais assez : face à un système aussi brutal et à ses défenseurs acharnés, la colère est légitime, la révolte est légitime, et ce qu'ils appellent la « violence » est légitime. Nous ne l'avons jamais caché : nous privilégions toujours les actions qui allient massivité et radicalité, unité et respect de la diversité des tactiques, et nous sommes convaincus que c'est une mobilisation générale, avec la participation du plus grand nombre, permettant un véritable blocage du pays, qui pourra arrêter les capitalistes et leur personnel politique. Et si au sein de cette mobilisation, certaines actions, mises en scène ou paroles ne plaisent pas aux tenants de l'ordre bourgeois, tant pis pour eux. Qu'ils remballent leurs contre-réformes et qu'ils dégagent !

# À la Une

## À PARTIR DES 7 ET 8 MARS Bloquons le pays, partout et en même temps !

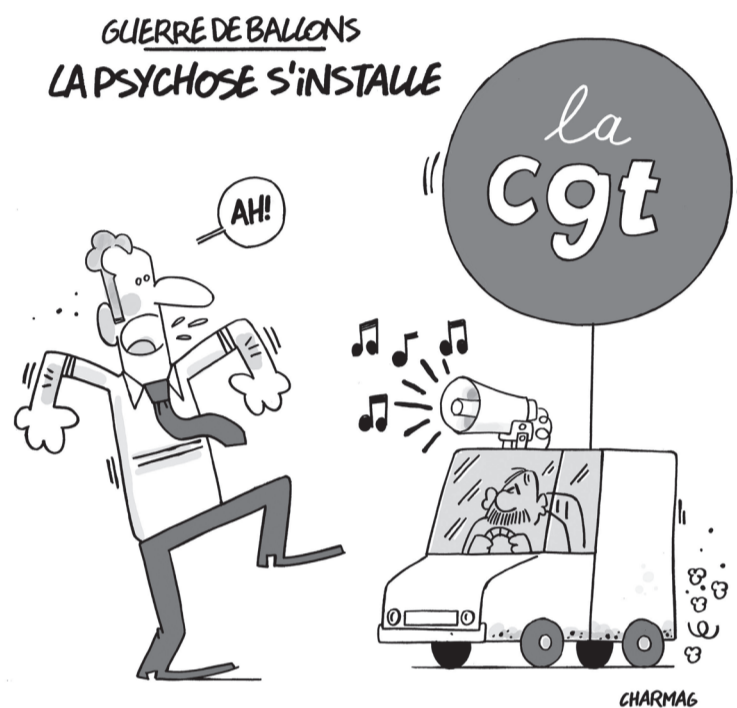
Le 16 février est la 5<sup>e</sup> journée de mobilisation d'un mouvement historique contre la réforme des retraites. Dans plusieurs villes, les manifestations du samedi 11 février étaient les plus grosses de l'histoire ! Face à cela, Macron et le gouvernement se donnent une image d'intransigeance.

Mais comment maintenir une réforme aussi injuste qu'injustifiée alors que 90 % du monde du travail rejette ce projet ? Macron et sa clique ont perdu leur légitimité, mais ont choisi de poursuivre le bras de fer. Ainsi, si l'on en croit Nathalie Saint-Cricq, au soir du 11 février sur France 2, le gouvernement « est relativement confiant » et « table sur l'effet vacances. On se dit que le taux de grévistes jeudi dernier était en baisse de 10 %. Finalement les manifestations, cela peut gêner, mais ce sont les grèves qui sont compliquées. » La cheffe du service politique de France 2, habituée à faire le service après-vente du gouvernement, le dit elle-même ! Ce qui se joue maintenant, c'est le blocage du pays pour mettre en échec la réforme et toute la macronie. C'est d'entraîner dans notre sillage encore plus de monde pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale.

Si le jeu parlementaire qui a cours en ce moment semble plus virulent que d'habitude, il a ses limites, toujours les mêmes. Le grand spectacle n'a jamais permis de véritables avancées pour les travailleurEs. Il n'y a donc rien à espérer de ce côté-là : n'ayons aucune illusion !

### Il est temps de solder les comptes

La profondeur de la mobilisation exprime un rejet massif de la réforme des retraites. Le mouvement porte aussi en lui des revendications plus larges. D'abord pour nos salaires qui ont été amputés un peu plus par l'inflation. Nous devons exiger une augmentation générale de 400 euros pour touTEs. Personne ne devrait avoir un salaire inférieur à 2000 euros par mois. C'est un minimum pour vivre dignement !



CHARMAG

Par ailleurs, augmenter les salaires, c'est augmenter les cotisations pour les retraites. C'est la solution pour aller reprendre une partie des richesses que le patronat nous vole, et pour chercher l'argent qui permettrait de regagner la retraite à 60 ans après 37,5 annuités ! Les services publics détruits par des décennies de politiques libérales et de privatisations, la santé, l'école, le secteur de l'énergie, l'industrie pharmaceutique, doivent être immédiatement retirés du marché. Profits et bien commun, profits et écologie, sont incompatibles. Nous devons mettre les secteurs essentiels de l'économie au service du plus grand nombre. Cela permettrait là encore de récupérer des quantités colossales de richesses qui aujourd'hui sont accaparées par une petite minorité.

### Pour gagner, cette fois-ci, pas de grève par procuration !

Le mardi 7 mars, l'intersyndicale appelle à mettre tout à l'arrêt, à bloquer le pays. Le mercredi 8 mars, la jonction sera faite entre grève contre la réforme et grève des femmes. Nous avons quelques semaines pour construire dans les entreprises, les quartiers et les écoles une riposte qui permette de faire reculer le gouvernement. Dans plusieurs secteurs, comme la RATP, des intersyndicales appellent à la grève reconductible à partir de cette date. Si nous voulons gagner, nous ne pouvons pas laisser quelques secteurs entrer seuls dans la reconductible. Certes les cheminotEs, les éboueurEs ou les raffineurEs ont un pouvoir bloquant plus visible que d'autres professions mais, isolés, ils et elles ne pourront pas tenir.

Par ailleurs, l'arrêt de la production industrielle, des administrations, des enseignements... est tout aussi important. Il n'y a pas de secteurs inutiles. Tout le monde doit prendre sa part pour gagner !

En plus de l'arrêt du travail, il faut également réfléchir à des formes de blocages territoriaux. Par quartier ou par bassin d'emploi peut se discuter la question de participer au blocage du pays. Dans tous les cas, pour être plus fortEs, pour gagner en légitimité, il faut que partout, sur les lieux de travail, les quartiers ou les lieux d'études, nous organisions des assemblées générales, des réunions, pour discuter et nous organiser, avec les organisations syndicales, les forces politiques de gauche, les associations, et toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à la victoire.

### Construire une alternative anticapitaliste à la macronie

Dans cette mobilisation, Macron et son gouvernement mettent en jeu la suite du quinquennat. Nous aussi ! Nous voulons le retrait de la réforme mais également la chute de ce pouvoir politique qui ne s'arrêtera pas à la réforme des retraites si on le laisse faire. Contre Macron et ses amis capitalistes, le NPA défend l'unité de toute la gauche sociale et politique. Et il met également en débat la construction d'une alternative politique anticapitaliste qui regroupe toutes celles et tous ceux qui, dans la foulée d'une mobilisation qui ferait tomber Macron et son gouvernement, sont prêts à mettre en place une politique qui soit aussi fidèle aux intérêts des travailleurEs que Macron l'est au Medef et aux actionnaires du CAC 40.

**Nouveau Parti anticapitaliste**

## BIEN DIT

La répression d'une action festive et joyeuse est le signe d'un pouvoir aux abois, à court d'arguments, à qui il ne reste que la force et la stigmatisation des opposantEs pour imposer son projet. Mais nous ne céderons pas à cette intimidation. Elle ne fait que renforcer notre détermination à faire tomber une réforme illégitime, injuste et injustifiée.

LOU CHESNÉ et YULIE YAMAMOTO, co-fondatrices des Rosies, suite à leur garde à vue le 7 février, liberation.fr, 10 février 2023.

## TURQUIE Le régime corrompu d'un seul homme nous a tués

Les deux tremblements de terre du 6 février, d'une magnitude de 7,7 et 7,6, qui ont frappé le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie et du Rojava à 9 heures d'intervalle, étaient naturels, oui. Mais ce qui s'est passé avant et après ne l'était certainement pas.

Au 7<sup>e</sup> jour de la catastrophe, alors que les équipes de secours nationales et internationales s'efforcent toujours de trouver des survivantEs sous les décombres, le sentiment commun des gens est une rage, une douleur, un abandon et un chaos inimaginables. Et bien sûr, une solidarité inimaginable des gens. L'avidité néolibérale destructrice, la mentalité gouvernementale qui

donne la priorité au profit sur les vies, au fatalisme sur la science, qui perçoit le développement comme du ciment, du béton et de la construction se sont combinés. En Turquie, les deux tremblements de terre ont frappé 10 villes et près de 15 millions de personnes. À ce jour, le nombre de morts atteint 25 000 en Turquie, 4 000 en Syrie. Des dizaines de milliers de personnes ont été blessées ou handicapées, des millions de

personnes se sont retrouvées sans abri.

### Twitter, moyen de survie

Le principal moyen de survie a été Twitter, personne ne peut le nier. Les personnes sous les décombres ont partagé leur position exacte, demandé de l'aide, essayé de joindre leurs proches ou de l'aide via Twitter. Les initiatives civiles et les citoyenEs ont organisé et étendu leur aide via

Twitter. Les gens ont exprimé leur colère et leur soutien via Twitter. Et oui, ils ont critiqué et blâmé le gouvernement aussi sévèrement que possible sur Twitter. Après tout, le gouvernement est responsable de la corruption et du népotisme dans les institutions les plus importantes du pays. Les entreprises de construction, les plus farouches partisans d'Erdoğan, lui doivent beaucoup. Si l'on ajoute à cela le manque de supervision, la loi sur la paix dans la construction en 2018 (qui consistait essentiellement pour le gouvernement à autoriser des bâtiments sans licence), cette destruction monumentale était inévitable. Malheureusement, nous savions tout cela. Ce que nous ignorions, c'est que le manque de ressources, de connaissances et de coordination au sein des institutions publiques censées gérer la crise avait cette



# Un monde à changer

## DU RACISME ORDINAIRE À LA VIOLENCE SANS BORNE.

À Villeron dans le Val-d'Oise, un camp de roms a été attaqué dimanche 5 février par des habitants, en marge d'une manifestation. Les Roms se sont enfuis, apeurés, sous le regard des gendarmes présents. Depuis, ils ont quitté les lieux pour un autre campement dont l'adresse est restée secrète.

D'après Mediapart, il semble que le maire, Dominique Kudla, ait lui-même encouragé ses administrés à de tels actes. Depuis l'installation de la centaine de familles roms début octobre 2022, il avait mis de l'huile sur le feu en fustigeant, par exemple dans un édito « les dérives du nomadisme destructeur

de la communauté Roms ». Le 29 janvier, il avait orchestré une intimidation. Ainsi début février, 200 habitants de Villeron se sont crus autorisés à manifester devant le campement. Trouvant insupportable cette occupation de leur bois — « Pas dans mon bois », auraient-ils pu dire, comme d'autres déclarent « Not in my Back Yard » —, se considérant comme les seuls légitimes à s'y promener et à y vivre, ils ont fait preuve de « tolérance zéro ». « Dehors les Roms », « Villeron n'est pas une poubelle » ou encore « Aux armes ! » ont entendu les journalistes sur place. Et une dizaine d'entre eux sont allés casser les cabanes, menacer et lancer des pierres à la vingtaine d'adultes et la

quinzaine d'enfants roms restés sur place. Le maire a ainsi obtenu ce qu'il voulait : le départ des Roms du bois de Villeron. Par la force. Sans attendre l'issue de la procédure engagée à sa demande par l'agglomération de Roissy-en-France. Les associations de soutien aux Roms ont rappelé dans un communiqué du 8 février que selon l'article du code pénal « le fait de forcer un tiers à quitter le lieu qu'il habite à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contraintes, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende ».

Ce passage à l'acte, ignoble, est un signe de sauvagerie. On ne s'en étonnera guère à l'heure où Darmanin veut rendre « la vie impossible aux étrangers sans-papiers » et où le discours d'Éric Zemmour se répand comme la peste... Une plainte a été déposée pour menaces et destruction de biens.

## RETRAITES Pension minimale à 1200 euros : un bobard du gouvernement !

La Première ministre Élisabeth Borne et le gouvernement ont martelé qu'aucune pension ne sera inférieure à 85% du Smic, soit 1200 euros brut avec la complémentaire. C'est un bobard, c'est-à-dire « un conte mensonger ou fantaisiste destiné à tromper », selon la définition du linguiste Alain Rey dans le Dictionnaire historique de la langue française.

Les petites pensions pourront être revalorisées mais à des montants inférieurs au chiffre annoncé et à condition qu'elles relèvent du minimum contributif, le « Mico ». Ce dispositif en vigueur concerne les personnes ayant l'âge légal de départ à la retraite (allongé de 62 à 64 ans) qui ont cotisé le nombre requis de trimestres (entre 166 et 172 selon l'année de naissance) ou ont atteint 67 ans sans qu'il soit dans ce cas nécessaire d'avoir atteint le nombre requis de trimestres. Mais les personnes qui n'ont pas atteint le taux plein et qui ont liquidé leur pension avec une décote (un taux de minoration) n'auront pas le droit de bénéficier de cette mesure. En 2023, un assuré social qui a cotisé moins de 120 trimestres perçoit un minimum contributif de 684,13 euros par mois. Avec plus de 120 trimestres le montant est de 747,57 euros. Mais si le montant de cette pension additionnée à la complémentaire tous régimes (privé/public confondus) dépasse le seuil de 1309,75 euros par



mois le montant du minimum contributif sera réduit de la différence.

### Illusions perdues

Borne a déclaré que « les salariés et les indépendants qui ont travaillé avec des revenus autour du SMIC toute leur vie et justifient d'une carrière complète, à savoir

42 années de cotisation aujourd'hui et à terme 43 annuités dès 2027 pourront bénéficier de cette revalorisation ». Or beaucoup de personnes sont contraintes d'arrêter de travailler pendant au moins une période de leur vie professionnelle, notamment les femmes qui risquent d'être particulièrement victimes de ce dispositif. Selon une enquête de l'Insee, en l'espace de 13 ans, seulement 7% des travailleurs payés au SMIC n'ont pas bénéficié d'augmentations de salaire ! Et il n'est pas caché qu'il est peu probable de retrouver les 16 millions de dossiers individuels qui n'étaient pas informatisés avant 2010. Selon l'étude d'impact du gouvernement la revalorisation serait en moyenne de 33 euros par mois pour 200 000 nouveaux retraités par année et de 57 euros pour les pensionnés actuels. Elle ne concernera pas les fonctionnaires qui bénéficient d'une retraite minimum brute de 1250 euros brut pour une carrière complète.

Le ministre Véran renvoie les personnes qui ne sont pas éligibles à ce dispositif vers « le minimum vieillesse » appelé Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Pour en bénéficier il faut être âgé de 65 ans ou plus et avoir des revenus inférieurs à 961,08 euros par mois pour une personne seule. Le montant de l'Aspa dépend de la situation familiale du demandeur et des ressources du foyer. À taux plein, l'aide est de 961,08 euros par mois pour une personne seule et de 1492,08 euros pour les personnes vivant en couple.

### On peut gagner !

En 2003 était votée la loi Fillon où il était déjà indiqué que « l'objectif poursuivi est qu'un assuré ayant cotisé toute sa vie au SMIC ne puisse pas percevoir moins de 85% du SMIC en pension de retraite ». Proclamation restée sans suite. Cette fois cependant nous sommes en grand nombre dans les manifestations, et la satisfaction de nos revendications est à notre portée. Amplifions notre mobilisation notamment par la grève reconductible !

S. Bernard

ampleur. Le blocage de Twitter par le gouvernement au 3<sup>e</sup> jour du tremblement de terre était sa seule solution pour faire taire la voix de l'opposition. Celui-ci a littéralement commis un crime contre l'humanité en bloquant les seules chances de survie.

### Un régime centralisé et corrompu

Pour le gouvernement AKP et le président Erdoğan, la loyauté a toujours primé sur la compétence. À tel point que les avertissements des scientifiques 3 ans, 1 an, voire 3 jours avant les tremblements de terre, ont été vains. Le « régime d'un seul homme » a tué des dizaines de milliers de personnes alors que les autorités attendaient les directives de cet homme à chaque étape, qui est apparu à la télévision après 25 heures.



### Les volontaires travaillent sans relâche

Heureusement, certaines municipalités du CHP, le principal parti d'opposition, des partis d'opposition comme le Parti des travailleurs de Turquie (TİP), le Parti démocratique des peuples (HDP), des organisations politiques, des initiatives civiles et des groupes

féministes n'ont pas attendu cette directive. Au septième jour, ce sont eux qui fournissent l'aide la plus coordonnée. Des millions de personnes ont besoin de nourriture, de vêtements et d'abris mais aussi d'une aide psychologique. Par exemple, un fort discours de haine nous entoure et commence à se transformer en manifestations

physiques. Comme la zone sinistrée est aussi une région très peuplée de réfugiés, la rage contre le système, le gouvernement et le sentiment d'impuissance se retournent facilement contre les pillards et contre la population réfugiée, parfois sous forme de violence physique, en raison des tweets haineux organisés principalement par les leaders des partis nationalistes. En plus de construire et d'étendre notre solidarité envers les survivants du tremblement de terre, nous sommes obligés de rappeler à tout le monde, à chaque occasion, le fait que nous étions tous sous ces décombres. Nous allons guérir nos blessures et rechercher la justice tous ensemble, avec notre solidarité. Les blessures causées par Erdoğan et l'AKP sont, par contre, au-delà de la guérison. Ils doivent partir. Ils doivent partir. **Sanem Öztürk, traduction F.D.**

## Le chiffre

# 4,681 milliards

C'est le chiffre d'affaires en euros, pour l'exercice 2022, du Groupe Orpea, en augmentation de 8,9% par rapport à l'année précédente, avec un bénéfice estimé à 856 millions d'euros. De toute évidence, malgré les scandales à répétition, le géant des maisons de retraite se porte bien, et continue de faire son odieux business sur les dos de nos anciens.



## Agenda

**Jeudi 16 février, journée interprofessionnelle de grève et manifestations pour nos retraites.** À Paris, à 14h, à Bastille.

**Samedi 18 février, manifestations contre les CRA et la loi Darmanin.** Paris: 14h, Porte-Dorée, Lyon: 14h, place Gabriel-Peri, Marseille: 14h, Bougainville.

**Jeudi 23 février, réunion publique de solidarité avec le peuple ukrainien, Paris.** À 19h, salle Eugène Hénaff, Bourse du Travail, 29 bd du Temple.

**Samedi 25 février, manifestation en solidarité avec le peuple ukrainien, Paris.** À 14h, place de la République.

**Samedi 4 mars, manifestation contre la loi Darmanin.** À l'appel de l'UCI 2023.

**Mercredi 8 mars, journée internationale de grève et manifestations féministes.**

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveaupartianticapitaliste.org

## NO COMMENT

Soit vous retirez votre réforme, soit nous bloquons le pays: cette logique-là n'est pas recevable.

BRUNO LE MAIRE, RTL, 13 février 2023.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :** redaction@npa2009.org 6 500 exemplaires

**Diffusion :** diffusion.presse@npa2009.org **Directeur de publication :** Julien Salingue

**Administration :** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex **Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

**Numéro ISSN :** 2269-3696 **Maquette :** Ambre Bragard

**Commission paritaire :** 0419 P 11508 **Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans). Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## MIGRANT·E·S

## Politique du non-accueil en Belgique

En Belgique aussi, le gouvernement se refuse à avoir une réelle politique d'accueil vis-à-vis des migrantEs. Nous publions un extrait d'un article de nos camarades de la Gauche anticapitaliste (Belgique).

Fin 2022, à l'occasion d'une manifestation devant le cabinet du ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne, l'avocate Marie Doutrepoint rappelait que « les demandeurs d'asile ont droit à un hébergement en attendant le traitement de leur dossier, et ce, dès l'introduction de leur demande ». Elle ajoutait que « l'État belge persiste dans son refus de respecter le droit belge et la directive européenne concernant l'accueil des demandeurs d'asile ».

## Déni des droits humains

Plusieurs droits fondamentaux sont régulièrement violés. Malgré plus de 8000 condamnations judiciaires de Fedasil, auxquelles il faut ajouter plus de 150 condamnations par la Cour européenne des droits de l'Homme, la situation reste inchangée. L'État ne paie pas ses astreintes. Les requérants se retrouvent dans la rue pendant de longs mois. L'exécutif ne respecte pas la loi et ne respecte pas non plus le pouvoir judiciaire qui l'y condamne systématiquement. Ce déni des droits humains aggrave l'exclusion et la perte de l'identité sociale et individuelle, ainsi que la marginalisation de ces enfants, femmes et hommes dont certainEs ont choisi la Belgique comme pays d'accueil.

Les femmes sont particulièrement vulnérables et subissent ici aussi une double peine. Aux grandes difficultés auxquelles sont confrontées les personnes en transit et en recherche d'un hébergement, les femmes doivent encore faire face à l'exploitation économique et sexuelle, aux agressions sexuelles, aux abus, à la traite, à une plus grande discrimination... Leurs besoins spécifiques ne sont pas pris en compte. Il y a là vraiment de quoi s'inquiéter en matière d'État de droit.

## Une politique xénophobe

Le mouvement de solidarité envers les réfugiéEs ukrainiens avait pourtant fait renaître chez certainEs l'espoir d'une politique d'accueil plus juste, pour toutes et tous. Il apparaît, au contraire, que racisme et opportunisme politique qui sous-tendent la politique migratoire de l'Union européenne et de ses États membres ont amené à une situation conflictuelle de par la sélection effectuée lors de l'entrée dans les lieux d'hébergement. L'accueil et l'aide accordés aux réfugiéEs ukrainienEs n'a pas eu son équivalent lors de l'arrivée de nombreuses personnes syriennes sur notre territoire en 2015 ou celle des AfghanEs en 2021. Cette discrimination illustre la politique xénophobe de notre gouvernement.

Les personnes migrantes sont encore trop régulièrement présentées comme des parasites paresseux et dangereux dont il convient, à tout le moins, de se méfier. Ces idées d'extrême droite souvent simplistes sont accentuées par le contexte de crise économique et climatique qui contribue au repli sur soi et alimente le sentiment de peur de l'étrangerE. Les prochaines années verront des flux migratoires de plus en plus importants, il est donc urgent que cette politique de l'Europe forteresse soit fondamentalement repensée. Il n'y a pas de crise migratoire, il y a une crise de l'accueil des étrangerEs. La question de l'asile est perçue comme un problème, alors qu'elle est en réalité une opportunité et le fondement de toutes les sociétés : le partage des cultures, des connaissances et savoirs, des expériences de vie.

Freddy Mathieu et Thomas Van Simaey

Version intégrale sur gaucheanticapitaliste.org.



## ÉTATS-UNIS Biden passe du néolibéralisme au libéralisme du New Deal

Le discours annuel du président Joe Biden sur l'état de l'Union devant les deux chambres du Congrès américain s'est éloigné de la politique néolibérale de ses prédécesseurs démocrates — au moins rhétoriquement — pour revenir au libéralisme du New Deal du président Franklin Roosevelt.

Dans une prestation étonnamment inspirée, M. Biden a proclamé les succès de ses deux premières années de mandat et a présenté un « plan pour les cols bleus » pour l'avenir du pays, avec des promesses d'amélioration de la vie de la classe ouvrière. Cela lance sa campagne pour sa réélection.

## «La croissance la plus rapide depuis 40 ans»

Biden a déclaré au Congrès : « Nous avons créé un nombre record de 12 millions de nouveaux emplois, plus d'emplois créés en deux ans qu'aucun président n'en a jamais créé en quatre ans. » Il a également affirmé : « Aujourd'hui, le Covid ne contrôle plus nos vies ». Et encore : « Il y a deux ans [une référence à l'insurrection du 6 janvier 2021 au Capitole], notre démocratie a fait face à sa plus grande menace depuis la guerre civile. Aujourd'hui, bien que meurtrie, notre démocratie reste intacte et inébranlable. »

« Le taux de chômage est de 3,4%, son plus bas niveau en 50 ans. Un taux de chômage presque record pour les travailleurs noirs et hispaniques », a-t-il également déclaré. « Nous avons déjà créé 800 000 emplois manufacturiers bien rémunérés, la croissance la plus rapide depuis 40 ans. »

Biden a énuméré des dizaines de programmes adoptés pendant sa présidence pour améliorer l'économie, faire face au changement climatique, créer des emplois, protéger les consommateurEs et améliorer la vie des anciens combattants, des personnes âgées, des étudiantEs et des enfants.

À un moment donné, M. Biden a mis les Républicains au défi de proposer l'abolition de la sécurité sociale et de Medicaid (ce que certains ont



WIKIMEDIA COMMONS

fait) jusqu'à ce qu'ils crient « Non », l'un d'eux criant même « Menteur ». Biden a ensuite débattu avec eux depuis l'estrade et a terminé en disant : « Défendez les personnes âgées ». Lorsque tout le Congrès s'est levé pour applaudir, il a dit : « Nous sommes d'accord : nous ne réduisons pas la sécurité sociale. Nous ne réduisons pas Medicare. »

## «Un impôt minimum pour les milliardaires»

Concernant l'avenir, M. Biden a déclaré : « J'en ai tellement marre des entreprises qui enfreignent la loi en empêchant les travailleurs de s'organiser. Adoptons la loi PRO parce que les travailleurs ont le droit de former un syndicat. Et garantissons à tous les travailleurs un salaire décent. »

Biden a appelé à une augmentation des impôts sur les sociétés et les riches, dont beaucoup ne paient pas ou peu. « Je suis un capitaliste »,

a déclaré Biden. « Mais payez votre juste part. Faites passer ma proposition d'un impôt minimum pour les milliardaires. »

En matière d'éducation, il a proposé de « donner accès à l'école maternelle aux enfants de trois et quatre ans. » Et : « Donnons une augmentation aux enseignants des écoles publiques. » Il a appelé à réduire la dette des étudiantEs et à augmenter les bourses pour les étudiantEs de la classe ouvrière.

M. Biden a présenté ses invités, les parents de Tyre Nichols, le jeune homme noir récemment battu à mort par des policiers, et a parlé de la nécessité d'une « protection égale au regard de la loi ; c'est le pacte que nous avons les uns avec les autres en Amérique ».

Abordant les questions de genre, il a déclaré : « Le Congrès doit rétablir le droit que la Cour suprême a retiré l'année dernière et codifier l'arrêt

Roe v. Wade pour protéger le droit constitutionnel de chaque femme de choisir. Adoptons également la loi bipartite sur l'égalité pour garantir que les Américains LGBTQ, en particulier les jeunes transgenres, puissent vivre en sécurité et dans la dignité. »

En termes de politique étrangère, Biden a parlé de son succès à unir l'Otan pour défendre l'Ukraine et à préparer les États-Unis à mieux concurrencer la Chine. Mais il a également évoqué la destruction du ballon espion chinois : « Si la Chine menace notre souveraineté, nous agirons pour protéger notre pays. Et nous l'avons fait ». On voit le conflit inter-impérialiste à l'horizon.

## Un changement de direction ?

La performance de Biden assure virtuellement sa nomination en tant que candidat du Parti démocrate à la présidence et le contenu de son discours, s'adressant directement aux besoins des travailleurEs du pays, représente un changement de direction vers la gauche pour le parti. Ce n'est pas le programme progressiste du sénateur Bernie Sanders, qui prône la gratuité de l'enseignement dans tous les collèges publics, le doublement du salaire minimum, une assurance maladie publique pour tous et une énergie renouvelable à 100%. Et les défenseurEs des droits des immigrantEs ont critiqué son manque d'amélioration du système d'immigration. Néanmoins, le programme de Biden a, pour l'instant, coupé l'herbe sous le pied des progressistes.

Dan La Botz, traduction J.S.

## ISRAËL/PALESTINE L'extrême droite appelle à une opération « Bouclier défensif 2 »

Vendredi 10 février, deux Israéliens étaient tués dans une attaque à la voiture-bélier à proximité de la colonie de Ramot Alon. L'occasion pour le ministre israélien de la Sécurité nationale d'agiter la menace de prétendues « représailles » toujours plus violentes.

Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, du parti d'extrême droite ultranationaliste Pouvoir juif, a déclaré aux journalistes présents sur les lieux qu'il avait donné l'ordre à la police d'imposer un bouclage autour d'al-Issawiya, d'ériger des points de contrôle dans tout le quartier, « d'arrêter tout le monde un par un, et de vérifier chaque véhicule. »

## «Opération Bouclier défensif 2»

Ben-Gvir a également réitéré les appels qu'il avait lancés précédemment en faveur de l'instauration de la peine de mort pour les « terroristes » et de l'assouplissement des restrictions sur les armes à feu pour les citoyens israéliens — ce qu'il avait également demandé à la suite de l'opération de Neve Yaacov [le 29 janvier dernier].

En outre, le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a signé un décret imposant des sanctions économiques aux familles

de 87 prisonniers palestiniens de Jérusalem-Est. Cet arrêté prévoit la saisie de tous les fonds, soit des centaines de milliers de dollars, reçus par les prisonniers et leurs familles de la part de l'Autorité palestinienne. Ben-Gvir a appelé la police israélienne, qu'il supervise en sa qualité de ministre de la Sécurité nationale, à se préparer à l'« opération Bouclier défensif 2 », une référence à la réinvasion militaire à grande échelle de l'armée israélienne en Cisjordanie en 2002, pendant la deuxième Intifada, qui avait duré 45 jours. Au cours de l'opération « Bouclier défensif », les forces israéliennes avaient envahi et assiégé des villes de Cisjordanie par voie terrestre et aérienne, en se concentrant principalement sur le camp de réfugiéEs de Jénine, Ramallah et Naplouse.

L'opération avait été justifiée comme une mesure « défensive » après la mort de plus de 100 Israéliens en un mois pendant la deuxième Intifada. En plus des centaines de PalestinienEs qui avaient déjà été tués et blessés au cours de la même

période, l'opération a vu le meurtre de centaines d'autres par les forces israéliennes, avec également des milliers de PalestinienEs blessés, arrêtés, et la destruction totale de communautés entières.

## «On y arrivera»

L'opération Bouclier défensif est considérée comme la plus grande attaque militaire contre des civils palestiniens depuis les massacres de 1948. La stratégie militaire qui sous-tendait cette agression avait été élaborée par le Premier ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon, qui avait déclenché la deuxième Intifada en septembre 2000 lors d'une visite provocatrice sur le complexe de la mosquée Al-Aqsa. Au début du mois de janvier de cette année, Itamar Ben-Gvir a tenté de reproduire la provocation de Sharon en se rendant de nouveau dans l'enceinte, dans le but de revendiquer le site et d'exacerber les tensions à Jérusalem.

Avec son appel à une « opération Bouclier défensif 2 », Ben Gvir espère

utiliser le prétexte de la sécurité pour lancer une nouvelle invasion militaire de la Cisjordanie. Ces demandes ont débuté en octobre dernier, lorsque des groupes de colons ont organisé plusieurs manifestations en Cisjordanie pour demander la réoccupation des villes palestiniennes. Mais cet appel n'est pas seulement le fait des colons de droite en Cisjordanie.

Lors d'une commémoration de l'opération Bouclier défensif l'année dernière, l'ancien chef de l'armée israélienne, Avigdor Kochavi, a ainsi déclaré que « les opérations de lutte quotidienne contre le terrorisme sont la continuation de l'opération [Bouclier défensif]. »

Et plus tôt en janvier, l'ancien principal conseiller à la Sécurité de Benjamin Netanyahu, Meir Ben-Shabbat, a remis en question l'existence de l'Autorité palestinienne si elle ne peut pas empêcher le « terrorisme », faisant un commentaire selon lequel « Abou Mazen [Mahmoud Abbas] se souvient bien des jours de l'opération Bouclier défensif ». « Il ne veut pas qu'on en arrive là, mais on y arrivera », a-t-il dit.

Yumna Patel et Mariam Barghouti

Version intégrale sur mondoweiss.net



À peine cinq mois après la sanglante répression de la manifestation du 20 octobre 2022, Macron a reçu à l'Élysée Mahamat Déby, président de transition du Tchad. Difficile de faire mieux dans le soutien explicite à un dictateur qui n'hésite pas à utiliser tous les moyens pour conforter son pouvoir.

#### Du sang sur les mains

À la mort d'Idriss Déby en avril 2021, son fils, Mahamat, avait pris les rênes du pays en dépit des règles constitutionnelles. Elles prévoyaient, en effet, une transition assurée par le président de l'Assemblée nationale. Pour faire avaler la pilule aux puissances occidentales qui venaient de condamner les coups d'État au Mali et en Guinée, Mahamat Déby avait convoqué une conférence nationale inclusive. Celle-ci a vite révélé sa fonction première : légitimer son pouvoir, puisque les décisions prises l'autorisent à se présenter à l'élection présidentielle à la fin de la période de transition étendue de 18 mois à deux ans.

Contre cette succession dynastique, l'opposition avait appelé à une manifestation. Elle fut sauvagement réprimée. Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles, tuant des dizaines de personnes. Des centaines de prisonniers y compris des enfants ont été déportés au bagne de Koro Toro en plein milieu du désert. L'organisation Human Rights Watch mentionne des morts pendant le trajet faute d'eau et de nourriture.

#### Tel père tel fils

L'hôte de Macron vient d'annoncer la levée de l'interdiction des partis politiques de l'opposition. Cette mesure en trompe-l'œil permet à la France de justifier son indulgence

## FRANÇAFRIQUE Macron, cet allié de la dictature tchadienne

*L'armée française va opérer sa réorganisation au Sahel. Quels que soient les scénarios, le Tchad conservera son rôle de pivot stratégique. Le Quai d'Orsay mise sur la dictature du fils Déby pour assurer la stabilité du pays quitte à fermer les yeux sur les violations des droits humains.*



DR

coupable. Car dans les faits, les poursuites judiciaires pour atteinte à la sûreté de l'État contre l'opposition sont maintenues, obligeant les militantEs à la clandestinité. Mahamat Déby mène la même politique que son père en maintenant le personnel politique corrompu. Ainsi, Idriss Youssouf Boy est nommé directeur du cabinet civil de la présidence, alors qu'il est accusé du détournement de plusieurs milliards de francs CFA au détriment de la Société des hydrocarbures du Tchad. Haroun Khabadi, l'ancien président de l'Assemblée nationale, celui-là même qui a obligeamment cédé son pouvoir à Déby, se voit, en guise de remerciement, propulser à

la présidence du Conseil national de transition, peu importe qu'il ait touché des pots-de-vin sur les achats de fournitures scolaires commandés par le ministère de l'Enseignement. Mahamat Saleh Annadif, ancien président du cabinet du père, impliqué dans des détournements de fonds sur les grands travaux présidentiels, devient ministre des Affaires étrangères. La continuité ne se résume pas au recyclage des corrompus. Elle se manifeste aussi par le choix stratégique de maintenir le Tchad comme puissance militaire pour jouer les supplétifs de l'armée française. À cette fin, la défense représente 40% du budget et ne cesse d'augmenter aux dépens

de l'éducation, de la santé et du développement.

#### La France reste en Afrique quoi qu'il en coûte

La continuité est aussi du côté de la France. Hollande déclarait : « J'ai été conduit à avoir avec le président Déby [père] une relation forte puisque le président Déby avait été tout à fait présent, actif, au moment où justement il fallait chasser les jihadistes du Nord-Mali ». Macron continue cette « relation forte » avec le fils. Alors qu'une réflexion s'engage sur la stratégie de l'armée française au Sahel, le Tchad reste un point d'appui privilégié. D'autant que le G5 Sahel est affaibli par le départ du Mali. La Mauritanie qui doit en prendre la présidence tournante est l'objet d'une intense activité diplomatique russe avec la visite de Sergueï Lavrov qui propose son aide dans la lutte contre le terrorisme. Comme ses prédécesseurs l'ont été avec Idriss Déby, Macron va donc rester un soutien fidèle à la dictature de Mahamat Déby. À l'image de son père, il continuera de brimer son peuple, bannir les opposantEs, torturer dans les prisons et dilapider les ressources avec une France complice qui s'étonne par ailleurs d'être l'objet du ressentiment des populations africaines.

Paul Martial

## TUNISIE Des élections révélatrices d'une crise globale

*Les dernières élections législatives ont exprimé le profond malaise qui règne à l'heure actuelle en Tunisie, et notamment l'érosion spectaculaire de la légitimité populaire de Kaïs Saïed (KS), l'actuel Président de la République.*

En 2019, Kaïs Saïed est élu par 73% des voix au deuxième tour (avec un taux de participation de 57%). En juillet 2021, il décide de démettre le gouvernement, de dissoudre le Parlement, et d'administrer le pays à coups de décrets. Dans la foulée, il s'autoproclame « sauveur de la patrie », voulant la « purifier » des « corrompus » et des « traîtres ».



KAÏS SAÏED, WIKIMEDIA COMMONS

#### Les éphémères heures de gloire de Kaïs Saïed

Ce coup de force est acclamé par une majorité de la population lassée par des querelles politiques interminables sur fond de dégradation généralisée de tous les indicateurs économiques et sociaux. Des sondages attribuent à Kaïs Saïed des taux de popularité dépassant 80%. En 2022, il fait adopter par référendum une nouvelle Constitution lui octroyant des pouvoirs très étendus. Il promulgue une nouvelle loi électorale visant à mettre en place un nouveau Parlement, sans réels pouvoirs, sans reliefs ni colorations politiques. Par ailleurs, son discours vilipendeur et dénigrateur, ainsi que l'absence d'un plan d'urgence économique et social, alimentent le marasme général.

Aucune amélioration des conditions de vie des classes populaires ne s'est produit, bien au contraire. L'heure est au désenchantement et à l'inquiétude. C'est dans cette ambiance que se sont déroulées les élections législatives du 17 décembre et du 29 janvier.

Neuf électeurEs sur dix ne sont pas allés voter ! C'est un désaveu criant, pour celui qui continue de se croire investi d'une mission quasi divine. Persistant dans le déni, il attribue ce nouvel échec aux erreurs du passé et à des « forces du mal » complotant contre « les intérêts du pays » et voulant affamer le peuple.

#### Une situation insoutenable

La Tunisie va de plus en plus mal. Les mauvaises conditions de vie, l'absence de perspectives d'avenir et, surtout, le mal-de-vivre, poussent des jeunes à quitter le pays par dizaines de milliers. Ce mouvement s'étend aujourd'hui à toutes les classes d'âge.

L'État est, plus que jamais, désarmé face à l'approfondissement de la crise. Le 27 janvier, Moody's a dégradé la notation de la dette souveraine à un niveau assez bas. Pour parvenir à boucler son budget 2023, l'État devra emprunter 35% de celui-ci. Une mission quasi impossible en raison du poids du service de la dette, ainsi que la forte demande sociale d'une population exsangue suite à plusieurs décennies de choix économiques désastreux, ainsi que du poids écrasant d'un État aussi corrompu qu'inefficace.

Presque tous les produits subventionnés ou sous monopole de l'État commencent à connaître de sérieux problèmes de pénurie, tels que le lait, l'huile, le café, la farine, les médicaments, l'essence, etc. L'État a de plus en plus de mal à payer les fournisseurs étrangers de ces produits. Les oppositions politiques à Kaïs Saïed sont faibles et déboussolées. Elles n'ont pas d'alternatives viables à proposer. La seule certitude c'est qu'en Tunisie tout fout le camp. De quoi sera fait demain ? Nul ne peut le dire.

Fathi Chamkhi

## ALGÉRIE Retour sur l'affaire Amira Bouraoui

*Arrêtée le 3 février en Tunisie, d'où elle risquait d'être expulsée vers l'Algérie après être entrée illégalement, Amira Bouraoui a finalement embarqué le 6 février sur un vol à destination de la France. L'affaire Amira Bouraoui, avec l'implication de trois présidents, le rappel de l'ambassadeur algérien en Tunisie, a occulté en Algérie la tragédie du séisme en Turquie et en Syrie ou le procès du journaliste Kadi Ihsane.*

Amira Bouraoui, opposante au régime, ayant ses propres convictions démocratiques et laïques, est une Algérienne qui vit en Algérie depuis sa naissance et a été une activiste acharnée contre le cinquième mandat de Bouteflika. L'histoire lui a donné raison. Elle a été très impliquée dans le hirak comme des millions d'AlgérienEs et en a payé le prix à la prison de Koléa. Active sur les réseaux sociaux, elle dit ce qu'elle pense avec un côté polémiste et parfois provocateur et c'est son droit. Cela s'appelle la liberté d'expression. Elle subit comme des centaines d'activistes du hirak ou des artistes comme le chanteur Lahlou une ISTN (interdiction de sortir du territoire) injuste et avec des procédures juridiques qui ne sont pas respectées. L'arbitraire le plus total.

#### Un départ largement justifié

Cette médecin, formée en Algérie et bien présente dans le système de santé, est en outre sans travail pour des raisons bien sûr politiques, et se retrouve donc au milieu de toutes ces turbulences sans boulot et sans revenu. Sous pression des autorités,



DR

sans travail et sous ISTN, elle a fait le choix de partir en entrant de façon irrégulière en Tunisie et en usant de son passeport français pour partir de la Tunisie. En gros, une « Harraga »<sup>1</sup> avec un passeport français, car elle a la chance d'être binationale — ce qui ne fait pas d'elle une agente de la France nuisible. Et l'on se souviendra que ministres et hautes personnalités de l'État algérien sont, comme des centaines de milliers d'AlgérienEs, binationaux. Malmenée par la police tunisienne avec trois jours de garde

à vue, elle a pu prendre l'avion en tant que ressortissante française. C'est tout et rien de plus. Elle assume car sa vie est devenue intenable pour elle et la justice la poursuit pour ses idées politiques. C'est un problème de libertés en Algérie qui a déjà fait partir plusieurs activistes d'ONG des droits humains. Sa seule infraction, c'est d'être sorti de Oum Thoul à la frontière algéro-tunisienne de façon irrégulière. Quand on considère que l'Algérie devient une prison pour les militantEs d'opposition, son départ

est largement justifié et nous ne pouvons que la soutenir.

#### Un régime affaibli

La régime algérien est un régime politique totalement délégitimé, qui agit par la répression, qui est sans projet économique, qui condamne des petits spéculateurs à de lourdes peines de prison — créant une certaine psychose dans les milieux investisseurs. Un régime qui touche au droit de grève et veut neutraliser le pluralisme syndical, un régime qui n'a que le gaz pour se faire accepter et les vieux démons national-populistes pour se faire respecter. Les « dictatures démocratoides » à la latino-américaine semblent être le bon créneau pour durer et mater une société qui n'a pas encore enterré son hirak. Plus le pouvoir est omnipotent, plus sa fragilité est mise à nu et plus il est agressif et autoritaire. Le front social, avec la dernière grève nationale des postiers, comme la résistance, même passive, des activistes du hirak, peuvent être les signes d'un cours nouveau qui n'attend qu'un détonateur pour libérer les consciences et réanimer une société installée dans la peur.

#### Raphi Abder

1 — Terme relatif aux départs des AlgérienEs qui fuient clandestinement le pays faute de perspectives d'avenir.

PS: On a appris, le 13 février au matin, l'arrestation en Algérie de la mère et de la sœur d'Amira Bouraoui. L'affaire est donc loin d'être terminée.



## NOS PRIORITÉS

**L**e capitalisme valorise l'individualisme au détriment du collectif, survalorise la voiture en parvenant, à coups de matraquage publicitaire chèrement payé, à associer la voiture à un illusoire sentiment de liberté. Facile à utiliser, toujours prête, récupérant des standards esthétiques, voire les inventant, flatant l'égoïsme, les stéréotypes sexistes et la rivalité, ce secteur représente un gisement de profits immenses, une rutilante poule aux œufs d'or. Le secteur automobile est à réorganiser — sans laisser sur le bord de la route les milliers de travailleurEs — et à reconverter vers la production des transports collectifs.

### Marche, vélo, métro, train, bus, covoiturage

Rien ne remplacera la souplesse d'utilisation de la voiture. Pourtant, il va falloir la laisser au garage au maximum. Globalement, 15% des déplacements en voiture font moins de 500 mètres, 45% font moins de 5 km : une marge de progression est donc possible. Il faut seulement donner les moyens de se déplacer autrement.

15% des déplacements en voiture font moins de 500 mètres, 45% font moins de 5 km

Inciter à la marche, en vanter les bienfaits sur la santé, sur le climat et le porte-monnaie. Le vélo retrouvera sa place de choix s'il est encouragé : pistes cyclables nombreuses et sécurisées, abris, compatibilité avec les transports en commun. Le vélo électrique a son utilité pour les plus longs trajets. Les efforts doivent porter sur le développement massif des transports en commun, bus, tram, train, métro, train léger, qui seront d'autant plus utilisés s'ils sont nombreux, cadencés, peu chers voire gratuits pour les déplacements du quotidien (travail, école, courses, santé, culture...). En campagne et en périphérie des villes, l'augmentation de lignes de bus, raccordées à des plateformes situées sur les axes importants, est essentielle.

### Priorité au fret ferroviaire et fluvial

En 1950, deux tiers des marchandises étaient transportées par

le rail. Des entreprises avaient même leur réseau spécifique, relié aux lignes ferroviaires principales, pour acheminer matériaux et biens divers. Sacrifié au profit du tout-routier, le fret ferroviaire ne représente plus que 9% du transport de marchandises. Le train peut retrouver sa place privilégiée pour transporter les marchandises dont on a vraiment besoin. La réouverture des lignes ferrées fermées mais aussi la création de lignes supplémen-

Le fret ferroviaire ne représente plus que 9% du transport de marchandises

taires doivent être une priorité. Le fret fluvial, c'est 2% du volume de marchandises transportées. Il est 4 à 5 fois moins émetteur de CO<sub>2</sub>, 4 fois moins cher que le camion, sur longues et moyennes distances. Une barge de 4 500 tonnes c'est 200 camions en moins sur la route. La Seine (40% du trafic) est largement sous-utilisée et pourtant de nombreuses entreprises sont installées sur ses rives. Certaines disposaient il y a une dizaine d'années de quais de déchargement. C'est à reconstruire.

La relocalisation des productions et le rapprochement des lieux de consommation doivent permettre de diminuer le volume des transports.

### Ni ZFE ni subvention à la voiture

Les zones à faibles émissions (ZFE) imposées en 2025, déjà mises en place dans certaines villes, interdisent la circulation des véhicules critère 4 et 5, achetés entre 1997 et 2005. Au prétexte de lutter contre la pollution de l'air, en particulier le dioxyde d'azote et les particules fines, responsables de maladies respiratoires et cardiovasculaires, des milliers de personnes ne pourront plus se rendre à leur travail, accéder aux hôpitaux, cinés, théâtres, lycées, facs... Inadmissible. La solution n'est pas de fournir des prêts à taux zéro et des aides pour racheter une voiture, souvent électrique. Ces prêts à rembourser seront une charge financière supplémentaire pour beaucoup. Des aides ? De l'argent public donc, pour faciliter l'achat de voitures, alors que la priorité est d'en réduire le nombre. L'argent public doit servir à révolutionner la politique des transports.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO



# DANS LES TRANSPORTS, UNE RÉVOLUTION EST NÉCESSAIRE

**L'**impact des transports sur le réchauffement climatique et l'environnement, sur la santé et sur le vivant, dont les humains font partie, impose d'en limiter fortement le volume. Pourtant, une partie des transports est nécessaire à l'activité humaine. Au-delà du développement des mobilités douces (vélo, marche) nous avons besoin d'une nouvelle politique et organisation des transports qui permette d'imaginer d'autres moyens de déplacement, choisis pour leur efficacité et leur faible nocivité envers ce qui nous entoure. Partir de l'existant en faisant le bilan de la casse du service public du rail, comprendre les impacts des transports sur l'environnement, établir des priorités, proposer des solutions, voilà l'objet de ce dossier.

Dossier coordonné par la Commission nationale écologie

## SNCF: AUGMENTATION DES COÛTS, DES RETARDS ET DÉGRADATION DU SERVICE

**D**es trains chers, des retards qui s'accumulent, des lignes qui ferment, des suppressions d'emplois par milliers, des acquis sociaux attaqués : en France, le rail est en danger. Pourtant, début 2023, l'entreprise annonçait une hausse continue des fréquentations, supérieures de 10% par rapport à 2019, et un bénéfice record de 2,2 milliards d'euros dû à une fréquentation exceptionnelle des TGV en 2022.

### Absence de volonté politique

Un obstacle demeure : l'absence de volonté politique pour investir dans le train et encore moins dans le service public. L'avenir des trains quotidiens est gravement menacé. Il manque au moins un milliard d'euros par an, soit un tiers de l'enveloppe allouée par l'État, pour contrer le vieillissement du réseau, qui accuse une moyenne d'âge de 29 ans, soit 12 ans de plus que les voies ferrées allemandes<sup>1</sup>. Certes les subventions publiques augmentent, mais cette augmentation est quasi exclusivement le fait des régions (+ 45% depuis 2015) et Jean-Pierre Farandou, PDG de la SNCF, ne manquait pas de signaler, l'été dernier, que les investissements réalisés en Italie sont « plus du double qu'en France » et presque le triple en Allemagne.



Comme le révèle le site *Basta*<sup>2</sup>; le PDG de SNCF Réseau, Luc Lallemand, débarqué le 22 septembre 2022 par Elisabeth Borne, n'hésitait pas à déclarer que « si l'État n'intervient pas au plus tard en septembre [2022], il faudra diviser le réseau en deux parties »

et « désinvestir » sur les lignes régionales. Ainsi, soit les régions seront alors en mesure de compenser ce désinvestissement, soit ces lignes se dégraderont puis fermeront. La dégradation est désormais quotidienne : en 2019, en

moyenne, 12 à 14% des trains arrivent en retard, ce qui place la France dans une moyenne basse à l'échelle européenne. Lorsqu'il accuse du retard, un train arrive en gare en moyenne entre 37 et 41 minutes après son heure d'arrivée théorique<sup>3</sup>.



**Une hausse des tarifs et une baisse des effectifs**

Ainsi SNCF Réseau devra continuer de reporter certains chantiers les moins urgents avec à la clé des liaisons ralenties — les trains circulant de moins en moins vite pour raison de sécurité — ou remplacées par des cars quand les dessertes ne sont pas tout simplement fermées.

Le système de réservation permet une augmentation des tarifs en fonction de la demande — moins il y a de places disponibles, plus elles sont chères —, en rupture avec la notion d'égalité du service public.

Enfin, le rétrécissement de la SNCF est déjà largement entamé : moins de gares, moins de guichets et surtout moins de cheminotEs. L'entreprise a déjà supprimé 16 000 emplois en dix ans (un cheminotE sur dix). En 1947, il y avait 480 700 cheminotEs, 181 114 en 1995, 136 388 en 2020. La recette est bien connue : non-remplacement des départs à la retraite, réorganisations constantes pour pousser à la polyvalence et au productivisme, sous-traitance généralisée pour faire table rase des accords collectifs, y compris en passant par des filiales de droit privé créées par la SNCF. Ce sont les grandes multinationales privées du BTP qui raflent le gros des contrats, entraînant inévitablement une perte de compétence et de sécurité.

**Le rétrécissement de la SNCF est déjà largement entamé**

**La privatisation comme remède ?**

Pour « sauver le rail », les différents gouvernements, depuis le passage en EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) en 1982 sous le ministère PCF de Charles Fiterman, comptent sur les effets de l'ouverture à la concurrence, censée provoquer une guerre commerciale qui stimulerait tous les acteurs, comme l'envisageait l'Union européenne, en imposant le saucissonnage de la SNCF en plusieurs sociétés anonymes. Pourtant le fiasco de l'ouverture à la concurrence du fret a aussi démontré que, quand l'État ne joue plus son rôle en investissant sur le long terme, les acteurs privés désertent plus vite que leur ombre. Ainsi le fret ferroviaire ne représentait en 2020 que 9 % du transport de marchandises, presque trois fois moins qu'il y a quarante ans et deux fois moins que la moyenne européenne. Une aberration au regard de la pollution routière et du défi climatique.

Malgré les énormes défis auxquels il est confronté, le rail, voyageurs et fret, reste pourtant l'un des moyens de transport le plus sûr et le moins polluant. Reste à le sortir du système marchand et lui redonner ses missions et ses moyens de service public.

1 - Estimation des besoins de régénération du réseau, qui accuse une moyenne d'âge de 29 ans contre 17 ans en Allemagne, actualisée en 2018 par l'Institut Polytechnique Lausanne. <https://basta.media/SNCF-des-trains-plus-chers-des-milliers-d-emplois-en-moins-des-lignes-fermees-avenir-du-ferroviaire#nb1>  
 2 - <https://basta.media/SNCF-des-trains-plus-chers-des-milliers-d-emplois-en-moins-des-lignes-fermees-avenir-du-ferroviaire>  
 3 - <https://www.tf1info.fr/societe/sncf-tgv-intercites-les-trains-sont-ils-de-plus-en-plus-en-retard-2163269.html>

**IMPACTS DES TRANSPORTS SUR LES TERRES, L'AIR, LES OCÉANS**

*Les transports sont nécessaires en société. Mais la pertinence de leur usage, tout comme la dégradation des écosystèmes qu'ils induisent, diffèrent suivant leur nature.*

**L**es transports motorisés courants, dégradants pour les écosystèmes, sont utilisés par le capitalisme globalisé pour le transport de marchandises courte ou longue distance (terre, mer, air), le tourisme de masse, mais aussi les déplacements pour le travail quotidien. Les bateaux de croisière, le fret et la pêche industrielle contribuent pour 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre mais pourraient atteindre 17 % en 2050 du fait d'une explosion du volume de marchandises transportées. La pollution de l'air induite est source d'importants problèmes de santé. La pêche, le bruit, les fuites ou délestages des eaux de ballast, provoquent des ravages sur la faune aquatique. Enfin, la perte dans les eaux d'une moyenne de 15 000 conteneurs par an génère d'autres pollutions. Comme le souligne le déversement massif de billes en plastique sur la côte atlantique française.

**Les transports aériens représentent autour de 5-6% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial**

Le transport aérien, le plus inégalitaire au monde, retrouve son niveau d'avant le Covid-19 et reçoit l'appui financier et politique des institutions et des pôles économiques. Le carnet de commandes d'Airbus est plein. Après avoir laissé les sous-traitants sur le carreau au plus dur de la crise sanitaire, l'entreprise réembauche. Du hublot, un monde à l'envers avec par exemple un hôpital à Nevers qui achemine des médecins par avion, par manque de personnel sur place. Au sol aussi. Le secteur des transports aériens représente autour de 5-6 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial, avec une augmentation

prévue de plus 4 % par an dès 2024. Difficile de remettre en cause un secteur « de pointe » qui est un symbole de l'élitisme, un géant du profit et où l'on parle sans cesse d'avion du futur. Le transport par avion répond à un seul but : « faire plus vite ». L'urgence est pourtant à la décroissance très rapide et à la reconversion accompagnée de la production et du personnel. Le transport terrestre oscille entre appui au capitalisme globalisé et transports quotidiens, plus complexes à remettre en cause. Ce sont aussi toujours plus d'auto-roulottes et de camions, de sols détruits, toujours plus de SUV, et à présent les ZFE (zones à faibles émissions) qui condamnent les plus pauvres, sans réelle efficacité sur la qualité globale de l'air. L'urgence sur tous les territoires est au triptyque marche-vélo-transports en commun et au recul affiché du tout-routier, en développant des collectifs portant cette orientation, dans l'espace rural et urbain.



**NOS PROPOSITIONS**

*Nous défendons un véritable service public du transport qui tout à la fois valorise et améliore les conditions de travail des salariéEs du secteur et réponde aux besoins des usagerEs afin de leur permettre de réduire drastiquement l'usage de la voiture et des camions, voire de l'abandonner complètement.*

**L**e secteur du transport a été démantelé, livré à la concurrence : concurrence entre les modes de transport, concurrence entre entreprises... Cette logique pèse sur les conditions de travail et les salaires comme sur le porte-monnaie des usagerEs. Incompatible avec une organisation rationnelle et écologique, elle gaspille l'énergie et artificialise les terres pour des projets inutiles. Les groupes capitalistes du secteur, y compris les autoroutes, doivent être expropriés afin que l'organisation des transports s'inscrive dans une tout autre logique, celle du service public.

**Pour des transports du quotidien accessibles à toutes et tous.**

La gratuité est un gage d'égalité et de justice sociale : loin de nuire aux salariéEs, elle apaise les relations et donne à la présence humaine toute sa place d'accompagnement et de conseil. Elle doit être associée à une politique globale de développement du maillage et de la fréquence sous le contrôle et avec la participation des usagerEs et des salariéEs pour en finir avec l'isolement des quartiers populaires et des zones périurbaines. Jeunes ou moins jeunes, valides ou en situation de handicap... c'est avec les premierEs concernéEs que les solutions les plus adaptées aux différentes situations seront trouvées. Dans le même temps, un nouvel aménagement du territoire doit viser à une nouvelle organisation de



la ville et de la vie sans voiture, donc au raccourcissement des déplacements domicile-travail, domicile-services publics. Cela implique de stopper la construction des centres commerciaux, d'organiser le dépérissement des centres existants et l'arrêt de l'accroissement urbanistique des métropoles.

**Pour les moyennes et longues distances, le train doit retrouver sa place centrale.**

Tous les projets autoroutiers doivent être soumis à un moratoire. Le transport aérien doit être drastiquement réduit, interdit

des emprises au sol. Dans bien des endroits, l'abandon des lignes a entraîné la construction de logements individuels, parfois très proches des structures ferrées, quand ce n'est pas la SNCF qui a déclassé des voies pour les sortir du domaine public. Partout où le déclassement ne s'est pas fait, la puissance publique doit entamer les travaux de réhabilitation de lignes ferrées, de réouverture de gares. Là où les voies sont sorties du domaine public, des procédures d'expropriation doivent être entamées, si cela correspond à l'intérêt général, procédures en concertation avec les populations concernées. Des villes petites et moyennes peuvent être reliées aux villes-métropoles avec un cadencement adapté aux besoins de déplacements domicile-travail, en priorité, élargi à ceux de tous les jours.

**Réduire le transport de marchandises en réorganisant et localisant les productions, donner la priorité au fret fluvial et ferroviaire pour ce qui reste à transporter.**

Une très grande partie du transport de marchandises n'a aucune utilité sociale. C'est le résultat de la mondialisation capitaliste dont les conteneurs sont le symbole, d'une (dés)organisation de la production par les capitalistes afin de produire au moindre coût. Cette concurrence de touTEs contre touTEs tire vers le bas les salaires, les conditions de travail et les systèmes de protection sociale. Elle repose sur la sous-traitance généralisée à tous les niveaux. Elle n'est rendue possible que grâce à la sous-estimation du coût réel des transports et à des conditions de travail inhumaines, en particulier dans le transport maritime, pointe avancée de la dérégulation du travail et de la pollution aux particules fines. L'explosion du transport routier se fait quant à lui au mépris de

la sécurité routière des salariéEs et des autres usagerEs de la route comme des conditions sociales et physiques du travail. Cesser de produire et de transporter tout et n'importe quoi dans tous les sens est une urgence à la fois sociale et écologique. Cela impose de repenser toutes les chaînes de production. Par exemple dans le secteur agricole, il est vital de privilégier une agriculture paysanne et la transformation des produits au plus près afin de réduire les transports et aussi de redonner vie aux communes rurales. Pour ce qui reste à transporter, il faut reconstruire un service public du fret ferroviaire et fluvial, rouvrir les gares de triage et les lignes... Il faut aussi faire preuve d'imagination. Dans les zones urbaines, au lieu de multiplier les camionnettes de livraison, dont le nombre a explosé, on peut mettre en place des plateformes multimodales permettant d'organiser au mieux les livraisons des derniers kilomètres par des moyens non polluants. Il y a urgence aussi à en finir avec les ravages sociaux et environnementaux causés par les Amazon et autres... qui mettent des milliers de camions sur les routes et dévorent des terres pour leurs entrepôts, incitent à la surconsommation et détruisent les tissus locaux, maltraitent et surexploitent leurs salariéEs directEs ou en sous-traitance.





## VIOLENCES POLICIÈRES « Douze renvois en tout jusqu'à ce qu'ils rendent un non-lieu de ma plainte en septembre »

**Entretien. Mathieu Rigouste, sociologue et essayiste, accusé de « violences » et « outrage » par des policiers, vient d'être relaxé le 7 février.**

**Tu viens de subir un procès: que te reprochait-on exactement et dans quelles circonstances ?**

Des policiers m'ont tabassé et menotté en 2013 au commissariat de Toulouse et m'ont mis la tête contre les murs avec menottage (voir *l'Anticapitaliste* n° 644, 12/01/2023). Pour se couvrir, ils m'ont collé outrage, violence et rébellion. J'ai passé trois jours à l'hôpital, on m'a opéré le poignet (fracture et luxation). On y a posé une vis que je garderai toute ma vie et qui me handicape. On a soigné les multiples ecchymoses et plaies sur toute la tête et les côtes. Les super-Dupont m'avaient aussi percé le tympan, comme l'a relevé le médecin légiste qui m'a ausculté à la sortie de l'hôpital. On m'a reconnu soixante jours d'ITT à l'hôpital, transformés en trois jours « au sens pénal du terme » par la médecine « légale ».



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

**Pourquoi cela a mis autant de temps avant d'être jugé ?**

Il y a deux affaires puisqu'il y a aussi ma plainte contre eux. Apparemment persuadés qu'ils seront couverts par la Justice, deux d'entre eux ont donc aussi porté plainte contre moi. Ce n'est pas une faveur particulière, mais une habitude encore une fois. Pour se couvrir lorsqu'ils ont défoncé quelqu'un, ils portent plainte et peuvent même récupérer des indemnités auprès de la personne sur laquelle ils ont pu se défouler la matraque. Dans mon cas, l'un de ces héros du roman national a déclaré que j'avais fait mal au dos à son collègue pendant qu'ils m'écrasaient à trois sur le béton. Pourtant le collègue déclare s'être fait un lumbago tout seul en me menottant. La justice n'est pas pressée. Sur ma plainte il y a un non-lieu. On a demandé un renvoi à chaque fois. Douze renvois en tout jusqu'à ce qu'ils rendent un non-lieu de ma plainte en septembre. On voulait que ma plainte montre que la leur cherchait à cacher leur violence.

**Qu'est-ce qui était demandé par la partie civile ?**

Je risquais 3 ans fermes et 40 000 euros d'amende, plus un préjudice moral. Pendant le procès, on s'est appliqués à montrer les contradictions et les mensonges des flics. Finalement, la procureure réclame 300 euros pour les outrages avec inscription au B2. Et finalement, c'est la relaxe !

**Propos recueillis par Olivier Sillam**

## LOI DARMANIN Même Macron, mêmes patrons, même combat

Le 1<sup>er</sup> février Gérald Darmanin a présenté sa loi immigration au Conseil des ministres (22<sup>e</sup> loi depuis 1986). Si elle passe, elle va aggraver encore les pratiques répressives de l'État et des préfetures à l'encontre des migrantEs.

Le but d'après les mots mêmes du ministre de l'Intérieur est de « rendre la vie impossible » aux migrantEs ! Afin de faire adopter le projet de loi au Parlement, le ministre de l'Intérieur a besoin du soutien des députés LR et centristes. Pour cela, il est prêt à discuter des propositions encore plus ignobles de Ciotti et consorts, par exemple « des quotas pour limiter les régularisations ». Cela préfigure des débats nauséabonds à l'Assemblée avec surenchère de propos discriminatoires et racistes.

**Un loi en deux volets**

D'une part, cette loi remet en cause le droit d'asile. Au prétexte d'accélérer la procédure, en fait, les droits des réfugiés pour leur défense seront restreints. Nous le développerons dans le prochain numéro de *l'Anticapitaliste*. D'autre part, cette loi répressive criminalise les migrantEs. Darmanin puise dans le programme de l'extrême droite et de la droite extrême son arsenal de mesures répressives et criminalise les sans-papierEs en les présentant comme de dangereux délinquantEs. L'objectif est de multiplier les OQTF (obligation de quitter le territoire) avec l'obsession des expulsions.

**Logique coercitive**

Ainsi, avec la nouvelle loi Darmanin, les empreintes des étrangerEs pourront être prises sans leur accord. Les OQTF seront automatiques après un refus de demande d'asile, et ce sans attendre le résultat du recours. Et des IRTF (interdiction de retour sur le territoire français) seront aussi prononcées systématiquement. Les personnes ayant une OQTF devront attendre trois ans avant de pouvoir représenter une demande de titre de séjour. Les étrangerEs arrivés avant l'âge de 13 ans en France sont actuellement régularisables de droit : le gouvernement envisage de revoir cette règle. Les assignations à résidence seront multipliées. De nouveaux CRA (centre de rétention administrative) seront ouverts : 800 places à créer d'ici à 2026. Les sans-papiers avec OQTF

### LOI IMMIGRATION OBLIGATION DE PARLER FRANÇAIS



CHARMAG

seront inscrits au FPR (fichier des personnes recherchées). La double peine est rétablie : toute personne sans papiers ayant été condamnée pénalement pourra être menacée d'expulsion. Les préfetures auront toute liberté pour mettre en œuvre cette politique.

Elle entraînera une aggravation de la situation des mineurEs non accompagnés : multiplication des mineurEs renvoyés de l'ASE (aide sociale à l'enfance) au motif fallacieux qu'ils/elles seraient majeurEs, interruptions des études, des apprentissages ou des contrats de travail après avoir reçu une OQTF dès leurs 18 ans.

**« UniEs contre l'immigration jetable »**

Dans la même logique que la « réforme récente » de l'assurance chômage qui lie l'attribution du RSA à une activité, Darmanin veut faire le tri entre les « gentils

migrantEs » qui travaillent, tous les autres étant des « méchants ». Un titre de séjour temporaire d'un an serait créé, uniquement pour les travailleurEs employés dans les « métiers en tension », dont la liste varie selon les besoins, les époques et les lieux géographiques ! Ces métiers se caractérisent par des salaires faibles, des conditions de travail pénibles, des risques d'accidents importants ou des amplitudes horaires difficilement soutenables ; ce qui explique qu'ils manquent de main-d'œuvre. Cette immigration jetable, corvéable et exploitable est tout bénéfique pour le patronat.

**La réforme des retraites pénalise les travailleurEs immigrés précaires**

La multiplication des obstacles à la régularisation des réfugiés fait qu'ils entrent dans la vie professionnelle salariée très tard, ayant effectué durant des années des

travaux précaires, comme ces livreurs de Deliveroo qui étaient en tête des manifs à Grenoble ou ces aides-soignantes, aides à domicile, les premières de cordée ! La réforme des retraites les pénalise comme tous les travailleurEs précaires de ce pays. Comme elle pénalise les immigrés ou enfants, petits-enfants d'immigrés français mais racisés des quartiers populaires qui connaissent les discriminations à l'emploi. Le gouvernement déclare la guerre à tous les pauvres quelle que soit leur origine. Le combat doit être commun.

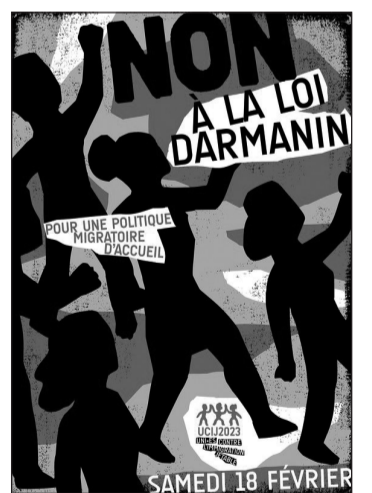
**Mobilisons-nous contre la loi Darmanin !**

Au niveau national un cadre unitaire très large, UniEs contre une immigration jetable » (UCIJ), s'est constitué pour lutter contre la loi Darmanin, jusqu'au mois de mai environ.

Samedi 18 février est une journée pour dénoncer les CRA et tous les lieux de rétention administrative. Le 4 mars ou autre date proche, selon les zones de vacances scolaires, doivent avoir lieu des initiatives pour expliquer la loi, construire la mobilisation.

Le 25 mars doit être une journée forte autour de la journée nationale contre le racisme, avec des manifestations dans le maximum de villes où c'est possible ; il faudra continuer ensuite en montant en puissance dans la mobilisation.

**Commission nationale immigration et antiracisme**



## LATÉCOÈRE Nouvelle casse sociale en cours en Haute-Garonne

Six ans après sa construction, et cinq ans après l'OPA de Searchlight Capital sur le groupe Latécoère, la fameuse « usine du futur 4.0 » construite à Montredon près de Toulouse en 2018 à grands coups d'aides publiques, est menacée de délocalisation.

Les locaux, une fois vidés, devraient accueillir les autres activités de production de l'équipementier, depuis les sites voisins de Colomiers et Labège. Après des centaines de suppressions d'emplois depuis 2009, et la fermeture du site historique de production, c'est un nouveau coup dur pour les salariés de l'entreprise.

Malgré la mobilisation de 2020, qui avait permis de sauver 109 emplois sur les 345 menacés, la rentabilité à court terme est une nouvelle fois privilégiée : les aides publiques de la mairie de Toulouse, qui a bradé des terrains pour permettre l'ouverture de cette usine, ou celles de la

région Occitanie auront surtout permis une bonne opération immobilière.

Une nouvelle fois, les aides sans contrepartie aux directions des entreprises montrent leur inefficacité. Ce n'est pas d'un chèque à leur patron que les salariés ont

besoin, mais d'une interdiction des licenciements, et au besoin d'une prise de contrôle publique sur leur outil de travail.

Le NPA s'indigne de ce plan de destruction d'emplois, qui plus est dans une entreprise biberonnée aux aides publiques, et

adresse son soutien aux salariés de l'entreprise et aux organisations syndicales qui luttent contre ce plan de destruction d'emplois. Nous avons appelé à rejoindre le rassemblement organisé par la CGT le mercredi 15 février.

**CorrespondantEs**



DR



# EAU Fin mars dans le Poitou : coup de grâce pour les mégabassines ?

Les 24, 25 et 26 mars prochain, seront organisées dans le Poitou de nouvelles manifestations contre les mégabassines, avec comme point d'orgue une marche revendicative le samedi 25 à 10 heures.

Cette mobilisation se situe dans la continuité d'autres très grands événements qui ont été organisés ces dernières années dans les Deux-Sèvres, dans la Vienne, en Charente et en Charente-Maritime, et qui ont rassemblé des milliers de personnes. La dernière en date a eu un retentissement énorme médiatiquement, y compris à l'international. La manifestation de Sainte-Soline a en effet permis un saut qualitatif dans la confrontation, la lutte devenant un enjeu politique de premier ordre et un véritable piège pour Macron.

## Non à l'accaparement de l'eau

Le 22 mars aura lieu la journée mondiale de l'eau. C'est pourquoi des délégations du monde entier sont attendues en France. Et la jonction sera faite avec la lutte des antibassines dans le Poitou. La manifestation du 25 mars doit atteindre un niveau de massivité jamais égalé pour démontrer notre



force et que la détermination ne faiblit pas malgré la répression accrue contre les militantEs et le porte-parole du collectif Julien Le Guet. Les mégabassines sont des projets délirants. Même le préfet de la Vienne reconnaît que les nappes sont au plus mal et qu'il va être impossible de remplir les cratères

artificiels<sup>1</sup>. Le même préfet a pourtant validé la construction de 30 nouvelles bassines sur le Clain au lendemain de la manifestation de Sainte-Soline. Une provocation pour jouer au dur qui ne cède rien mais une sacrée erreur politique dans le même temps puisque le Clain est déjà au plus mal et que la ville de Poitiers et son agglomération ont besoin de l'eau de cette rivière pour que les robinets des habitantEs continuent de fournir de l'or bleu...

Le risque de pénurie devient un véritable enjeu de société. Ce n'est pas une lutte « bobos contre agrobusiness » mais bien « le monde des capitalistes et des riches contre les habitantEs et les petitEs paysanEs ».

## Convergences des luttes

Les militantEs du NPA sont pleinement mobiliséEs pour faire converger les colères. Le gouvernement Macron est déjà très affaibli par la lutte actuelle face à sa contre-réforme des retraites.

Une date de mobilisation fin mars qui va rassembler là encore des milliers de personnes, avec une radicalité affirmée, avec toujours plus de monde et de soutiens, pourrait renforcer le camp de ceux qui luttent contre sa politique. Lutter contre les mégabassines, se battre contre la réforme pourrie de Macron sur les retraites, c'est s'opposer de toutes ses forces à l'accaparement des richesses collectives par quelques-uns. Ce sont des combats anticapitalistes.

Alexandre Raguet

1 - <https://www.lanouvellerepublique.fr/poitiers/vienne-pas-assez-d-eau-pour-les-trente-bassines-prevues>

### AU PROGRAMME :

**Vendredi 24 mars** | Arrivée des tracteurs et autres convois - Forum international sur la défense de l'eau avec des délégations de différents pays et continents

**Samedi 25 mars** | 10h - Poitou - manifestation « Pas une bassine de + » - le soir concerts, banquets et festivités

**Dimanche 26 mars** | Table-ronde « l'agro-industrie prédatrice de l'avenir paysan » - cantines, balades naturalistes, concerts...

<https://bassinesnonmerci.fr/index.php/2023/01/12/25-mars-pas-une-bassine-de-plus-mobilisation-internationale-pour-la-defense-de-leau/>

## FÉMINISME

# Le genre du mal-logement

La Fondation Abbé-Pierre a publié le 23 janvier 2023 son 28<sup>e</sup> rapport. Pour la première fois la dimension genrée du mal-logement y est soulignée dans une étude spécifique.

« La première alerte, la plus immédiatement choquante », déclare le rapport, concerne les enfants, les femmes enceintes ou des jeunes mères avec leurs nourrissons, à la rue en hiver « régulièrement refusées par les services d'hébergement faute de places ».

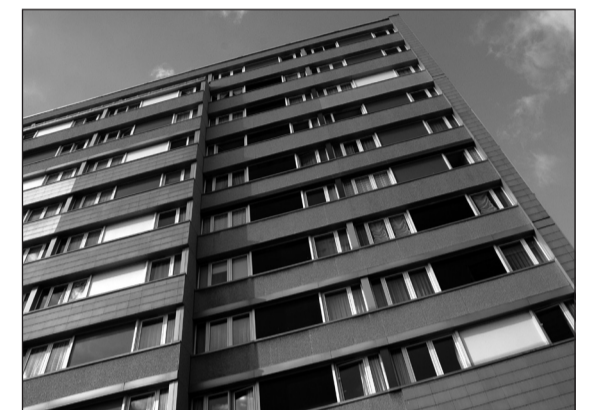


PHOTO THÈQUE ROUGE/DR

## Les femmes plus exposées au mal-logement

Les femmes étant plus exposées à la précarité que les hommes, du fait des inégalités salariales et des conditions d'emploi, leur accès au logement est plus compliqué et elles sont plus fortement touchées par le mal-logement.

C'est particulièrement le cas pour les femmes seules avec enfants. Elles constituent 83% des familles monoparentales, et 1/3 d'entre elles vit sous le seuil de pauvreté. Si 20% de la population est en situation « de fragilité par rapport au logement », ce taux passe à 40% pour les femmes seules avec un enfant et à 59% à partir de 3 enfants.

La question du logement est centrale dans les situations de violences conjugales. Sur les 210 000 femmes victimes de violences conjugales chaque année, 17% ont besoin d'un hébergement. Or, d'après la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF), 80% des femmes victimes de violence sont hébergées dans des dispositifs qui ne sont pas adaptés à leur situation. Et près de 40% des femmes victimes demandant un hébergement d'urgence sont sans solution.

## Les inégalités de genre creusées par les transitions, les séparations

Toutes les situations de transition de la vie creusent les inégalités de genre.

Lors des séparations, le niveau de vie des femmes baisse significativement et cette précarité accrue complique l'accès au logement. La transmission du patrimoine est en général défavorable aux femmes, elles possèdent en moyenne une part moins importante que leur conjoint d'un logement acheté en commun.

Les femmes sont aussi fragilisées par le veuvage. Leur pension de retraite qui est en moyenne de 40 à 28% inférieure à celles des hommes, les contraint parfois à vivre dans des logements indignes.

Vivre le mal-logement est une autre inégalité de genre que dénonce le rapport. La charge domestique reposant principalement sur les femmes, elles sont en première ligne pour la gestion du mal-logement : un logement indigne ou surpeuplé par rapport à la taille de la famille entraîne une surcharge domestique importante. (inconfort, insalubrité, conséquence sur la santé des enfants...)

L'orientation sexuelle et l'identité de genre sont des « facteurs de vulnérabilité supplémentaires face au logement », les ruptures familiales, les discriminations dans l'accès au logement ou à l'emploi augmentent les risques de se retrouver à la rue. Ce risque est particulièrement important pour les jeunes LGBTQ+, ce qui les expose aux risques de violences sexuelles, d'abus ou de prostitution.

Le rapport souligne que « l'impensé du genre dans les dispositifs d'action sociale accroît l'invisibilité des femmes et des personnes LGBTQ+ parmi les sans-domicile ».

Commission d'intervention féministe - RP

## SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL

# « Notre crainte est que l'État jette en pâture nos métiers au privé lucratif »

**Entretien.** Le 2 février dernier, à Paris, près de 4 000 salariéEs du social et du médico-social ont crié leur colère face à la politique de destruction du secteur et pour refuser le mépris d'une attribution arbitraire des 189 euros du Ségur. Ils sont partiEs de l'organisation professionnelle des employeurs Nexem pour aller jusqu'à Matignon. Nous avons rencontré **Pascal Letertre**, co-secrétaire Sud Santé-sociaux Finistère et secrétaire fédéral Sud Santé-sociaux, pour en parler.

## La manifestation nationale à Paris était réussie, colorée, joyeuse...

La mobilisation en elle-même est un franc succès, en effet nous avons réussi à réunir à Paris plus de 4 000 salariéEs venues de plus d'une trentaine de départements et de milieux de travail très différents, alors que nous sommes dans un contexte de mobilisation très forte pour la sauvegarde de notre système de retraites. Par contre nous voyons bien que le gouvernement continue à nous mépriser et à nous ignorer, puisque la Première ministre a refusé de nous recevoir, a demandé à notre ministre de tutelle de le faire, mais toujours pas de nouvelles.

En bref nous continuons à rendre le plus visible possible notre combat pour une rémunération et des conditions de travail à la hauteur de la reconnaissance qui nous est due, au niveau du public mais également des politiques et de tous les décideurs. En nous lançant dans ce combat, nous savions que ce serait long, nous ne perdons pas espoir et renforçons nos rangs par l'explication et la démonstration des volontés délétères de nos dirigeants.



CGT

## Comment êtes-vous organiséEs ? Rencontres, syndicats ?

Au niveau national, le collectif des rencontres nationales du travail social en lutte permet de coordonner l'ensemble des acteurs du mouvement, les collectifs locaux, les syndicats nationaux et les travailleurs syndiqués ou non. C'est lors de ces rencontres que sont

décidées les dates de mouvements locaux ou nationaux, mais également où sont élaborés l'ensemble des tracts, communiqués de presse et tous les documents servant à la communication. Ce sont des moments importants pour développer nos revendications, en débattre et valider les orientations. Les syndicats de lutte, dont le nôtre,

sont très présents et apportent des moyens logistiques et financiers

## Nos conditions de travail sont vos conditions d'accueil. Qu'est-ce que cela veut dire, la destruction du social ?

Notre crainte la plus forte est bien sûr que l'État jette en pâture nos métiers et nos structures au privé lucratif. Bien sûr, ils ne sont pas assez bêtes pour le faire directement, leur mode opératoire est beaucoup plus insidieux et perfide. Les décideurs utilisent les mêmes techniques que pour la destruction du public, par une approche technocratique imbibée de novlangue, ce qui a pour effet de rendre incompréhensibles toutes leurs manipulations. Tout ne devient que chiffres. Nous ne pouvons que difficilement combattre un ennemi que l'on ne peut définir. L'exemple ultime pour notre branche est bien sûr l'arrivée de la tarification à l'acte (SERAFIN-PH) qui a pourtant mis à genoux notre système de santé, et également la volonté de la mise en place de la rémunération au mérite qui permet de différencier tous les salaires, de les rendre incomparables et donc de ne pas pouvoir revendiquer en bloc des augmentations. La fin des métiers, le début de l'individualisation à outrance, la fin d'un monde social et l'arrivée du capitalisme dans les métiers de l'humain.

Propos recueillis par Janine Carrasco





## Agenda

**Jeudi 16 février, réunion publique unitaire retraites avec Christine Poupin, Caen.** À 20h, salle Pierre-Semard, 14, rue Villey-Desmeserets.

**Samedi 18 février, réunion publique du NPA «Pas de révolution sans féminisme», Orléans.** Avec Aurore Koechlin. À 15h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis,

rue des Chats-Ferrés à Orléans.

**Lundi 20 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Avignon.** À 19h, salle des Fêtes de la Mairie d'Avignon.

**Mardi 21 février, réunion publique unitaire sur les retraites avec Christine Poupin, Lyon.** À 18h30, au CCVA de Villeurbanne (métro Flachet).

**Jeudi 23 février, réunion publique unitaire sur les retraites avec Christine Poupin, Épinal.** À 18h, Espace Cours.

**Mercredi 1<sup>er</sup> mars, réunion publique du NPA avec Christine Poupin, Grenoble.** À 20h, MJC de l'Abbaye, 1, place de la Commune de 1871.

**Vendredi 10 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Angoulême.** À 19h, MJC de la Grande-Garenne, 17, rue Saint-Exupéry.

**Lundi 13 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Christine Poupin, Olivier Besancenot et Pauline Salingue, Paris.** À 19h30, à la Bellevilloise.

**Jeudi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers.** À 20h, salle Timbaud, rue Saint-Paul.

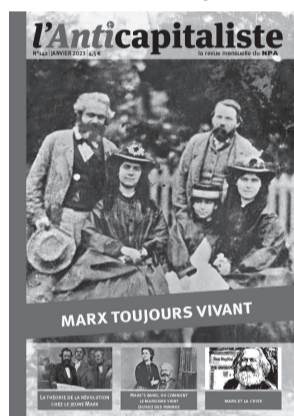
**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau-partianticapitaliste.org

**N**ous étions une cinquantaine à assister et participer à cette rencontre où une table ronde mêlait Leda, Lysa et Josette du NPA, la sociologue et militante Aurore Koechlin et, bien sûr, Suzy Rotjman. Nous avons échangé autour des pratiques des féministes du courant luttes de classes depuis les années 1970. Et cela en fait des sujets divers : la lutte pour arracher le droit à l'avortement, le féminisme dans les syndicats, la lutte contre les violences ! Et surtout, comment intervenir comme féministes lutte des classes dans ces mobilisations. Et puis d'abord, ça veut dire quoi être féministes lutte des classes ?

### Marxisme et oppression des femmes

Sans spoiler le livre de Suzy Rotjman, ni les textes des 28 contributrices qui le composent, on peut dire que c'est se revendiquer du

### L'Anticapitaliste la revue Le n°142 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :  
**L'Anticapitaliste**, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.  
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## Débat-rencontre

# Le féminisme «lutte de classes» avec Suzy Rotjman

Ce vendredi 10 février, nous avons invité Suzy Rotjman, en partenariat avec la librairie La Brèche à Paris, pour échanger avec elle sur son livre «Féministes, Luttes de femmes, lutte de classes», paru aux Éditions Syllepse.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

marxisme pour expliquer l'oppression des femmes et donc militer pour ancrer la lutte féministe dans la lutte des travailleurEs pour leur émancipation. On peut donner quelques exemples qui ont été abordés de façon riche et foisonnante : les comités de femmes dans les entreprises, le collectif féministe contre le viol, la Maison des femmes de Paris, l'intersyndicale féministe...

Des échanges géniaux ont eu lieu entre deux générations militantes. Celle de la 2<sup>e</sup> vague féministe, du combat pour l'IVG notamment, et celle de la 3<sup>e</sup> vague féministe, post MeToo. Après le débat entre les participantes de la tribune, une discussion avec la salle a été lancée. Ainsi, les unes et les autres ont pu confronter leurs expériences selon leur lieu d'intervention,

leur génération, leur parcours militant, et ainsi grandir dans la discussion. La soirée s'est achevée par un pot pour poursuivre les discussions de façon informelle. En bref, une soirée qui donne envie de lire *Féministes, Luttes de femmes, lutte de classes* et de poursuivre les discussions et les mobilisations féministes !  
**Oriane**

## Les Nôtres

# Daniel Pereyra (1927-2023)

Notre camarade Daniel Pereyra est décédé ce 6 février à Madrid à l'âge de 95 ans. Daniel, c'est presque 80 années d'un engagement anticapitaliste et internationaliste sans répit, sans faille, sans renoncement.

**D**aniel Bensaïd, dans *Une lente impatience*, parlait de lui avec beaucoup d'affection et d'estime : « D'une galanterie charmeuse, le regard bleu enjôleur, cet ancien ouvrier métallurgiste était une légende. Dans les années 60, Moreno l'avait expédié au Pérou pour assurer la logistique matérielle et financière d'un projet insurrectionnel échafaudé autour d'Hugo Blanco (gagné au trotskysme en Argentine dans les années 50), dont la popularité était grande parmi les paysans de la vallée de la Convencion. Daniel avait été arrêté et emprisonné après une série d'expropriations réussies. Libéré, il était rentré en Argentine en 1967, au moment de la rupture entre Moreno et Santucho. Il fit alors partie des "vieux trotskystes" (fort jeunes en réalité) restés au PRT-Combatiente. Son inaltérable allégresse, sa gentillesse, son humour, son élégance chevaleresque n'ont pas peu contribué à gagner notre soutien à l'orientation de lutte armée. »



### Rupture avec la lutte armée en Amérique latine

Daniel Pereyra avait été, en 1969, le délégué du PRT au 9<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est à ce congrès que fut adoptée une résolution prônant la lutte armée en Amérique latine. « Au fur et à mesure que les intentions stratégiques devenaient plus précises, écrivait Daniel Bensaïd, de

nouvelles divergences surgirent. Il ne s'agissait plus simplement d'une pétition de principe abstraite en faveur de la lutte armée, conçue comme la ligne de partage absolue entre révolutionnaires et réformistes et comme la conclusion logique de l'injonction testamentaire du Che — "Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution" — mais de traduire cette généralité en stratégie

concrète. Le schéma développé par Santucho, avec une indéniable suite dans les idées, s'inspirait des théories vietnamiennes de la guerre populaire prolongée plutôt que du foquisme guévariste. La création de l'ERP (armée révolutionnaire du peuple), le projet de territoires libérés (dans la région rebelle de Tucuman), les attaques de casernes pour se procurer de l'armement lourd s'inscrivaient dans cette perspective. »  
En désaccord, Pereyra rompt avec Santucho et, avec quelques camarades, crée le GOR (Groupe ouvrier révolutionnaire) rapidement disloqué après la prise du pouvoir par les colonels en 1976. Daniel échappe à la répression et réussit à quitter l'Argentine pour rejoindre Madrid en 1978, où il est resté un infatigable militant. Il a publié de nombreux livres, dont *Mémoires d'un militant internationaliste*, en 2014. « Il vit aujourd'hui à Madrid, poursuivait Daniel Bensaïd, où il a publié un livre sur la lutte armée en Amérique latine. Il a bon pied, bon œil et bon moral. Toujours aussi dynamique et enjoué, il a traversé les années maussades du postfranquisme sans se rendre, attentif à la moindre repousse d'espérance, fidèle à ses engagements, à ses compagnons, et à ses morts. » Hasta siempre, « Che » Pereyra !  
**Correspondant**



Cinéma

**S**électionné comme meilleur film étranger aux Oscars, ce long-métrage nous plonge dans la dernière séquence de la Première Guerre mondiale. L'expérience brutalisante de la tranchée est vécue à travers les yeux d'un jeune soldat de 17 ans, Paul Bäumer, interprété par Felix Kammerer. Entraîné par les illusions patriotiques de ses amis, Albert, Franz et Ludwig, il décide de signer à la place de ses parents et de partir au front pour combattre l'ennemi et marcher sur Paris.

**Arrêter l'hémorragie**

Les jeunes soldats sont catapultés dans la réalité violente de la guerre qui ne laisse aucun espace aux rêves de gloire et d'héroïsme qui les avaient menés jusqu'au front. Dans l'univers surréaliste du film, la vie humaine n'a plus aucune valeur, seule la compassion et l'entraide entre les soldats permet de préserver un brin d'humanité. Dans l'une des scènes les plus dramatiques, le protagoniste, déchiré par le souffle d'un soldat ennemi mourant, essaie en vain d'arrêter l'hémorragie. La douleur devient insupportable quand le protagoniste retrouve, dans les affaires personnelles du soldat, les images de ses proches. Un homme comme lui, avec l'uniforme d'une

# À l'ouest rien de nouveau, d'Edward Berger

Film germano-étatsunien-britannique, 2 h 28 min, sorti le 28 octobre 2022.

Netflix propose une nouvelle adaptation cinématographique du roman de Erich Maria Remarque, « À l'ouest rien de nouveau ». La première fut réalisée par Lewis Milestone en 1930, et la deuxième de Delbert Mann, en à 1979.

autre couleur, vient de suffoquer dans son propre sang.

**Disparition d'une génération**

L'aspect humain prime sur les événements historiques, sur les tactiques militaires et diplomatiques qui apparaissent totalement déconnectées de la violence de la guerre. Les images du cinéma arrivent à dire ce que les mots ne peuvent plus dire : la folie meurtrière du front, l'avancement et le recul illusoire des troupes dans le champ de bataille, les scènes spectrales des corps martyrisés dans la terre boueuse. Aucun espoir, aucune sortie n'est possible. La guerre entraîne progressivement la disparition de toute une génération qui n'a eu le temps ni de comprendre ni de vieillir.



Au cours des dernières séquences, à l'approche de l'armistice, la tension

va crescendo. Aucun soulagement n'est permis, les soldats sont renvoyés au front pour mourir jusqu'à la dernière seconde de la guerre. Le film offre un portrait sans concessions d'un monde brutal, cynique et déshumanisant qui engendre un puissant refus de la guerre. Sa brutalité ne se situe pas uniquement sur le champ de bataille mais aussi, et avant tout, dans les canaux diplomatiques où des hommes, représentant les puissances impérialistes, décident de la vie et de la mort de centaines de milliers de jeunes soldats. Leur sang nourrit la gloire à l'avidité de ceux qui pourront bénéficier du désastre. Le spectateur n'aura malheureusement pas de difficultés à faire le lien avec l'actualité.

Hélène Marra

Roman graphique

# L'université des chèvres

Scénario et dessins de Christian Lax, éditions Futuropolis, 148 pages, 23 euros.

En 1833, dans les Alpes du Sud, Fortuné Chabert, un instituteur itinérant, a trois plumes à son chapeau : lecture, écriture et calcul. Il fait partie de ces « colporteurs en écriture ».

**E**n butte à l'hostilité de l'église catholique, il devra renoncer à son sacerdoce et ne retrouvera son « université des chèvres » que des années plus tard, chez les amérindiens Hopis de l'Arizona, aux États-Unis. En 2018, Sanjar parcourt la montagne afghane avec son tableau sur le dos. Lui aussi pratique l'université des chèvres. Chassé par les talibans, il devra émigrer aux États-Unis pour y rencontrer un obscurantisme aussi dangereux.

**Obscurantisme catholique, talibans et trumpisme unis contre l'éducation**

Quel est le lien qui unit Fortuné et Sanjar, a priori aussi éloignés dans le temps que dans l'espace ? C'est une jeune femme, Arizona Florès. Descendante de Fortuné (cinquième génération) et de son union avec une Hopi. Arizona est journaliste au Phoenix Post et dénonce la violence à l'école avec ses tueries récurrentes

qui endeuillent les familles américaines. Virulente dénonciatrice du lobby des armes à feu dans son pays, elle est mise à l'écart par son journal en raison des pressions de la NRA<sup>1</sup> et envoyée en reportage en Afghanistan. C'est là qu'elle y rencontre Sanjar, « colporteur en écriture » dans les montagnes, comme l'arrière-arrière-grand-père de la jeune femme. Elle en tombe amoureuse. Plus tard, Sanjar, menacé

par les Talibans, doit se résoudre à abandonner, comme Fortuné, sa mission émancipatrice et rejoindre Arizona aux États-Unis où il va se heurter à un nouvel obscurantisme.

**Une réflexion sur l'éducation en aquarelles**

Christian Lax<sup>2</sup> est un auteur d'une liberté rare. Avec *L'université des chèvres*, il rend hommage aux enseignants à travers les époques

et les continents. Du colporteur en écriture dans les Alpes puis chez les Hopis mais toujours en butte aux ennemis du savoir ou à l'éducation « civilisée ». Le trait graphique dégage une grande émotion et une fierté pour ces « colporteurs » de culture. Le dessin marie avec beauté les aquarelles sépia des paysages en teintes jaunes, crème et blonde à la ligne claire des scènes et à toutes les variétés de gris, coutumières chez Lax. Un roman graphique très graphique à ne pas rater.

**Sylvain Chardon**

1 – La National Rifle Association (NRA) est un puissant lobby en défense des armes à feu.  
2 – Lax, en collaboration avec Franck Giroud, a signé de magnifiques albums très engagés sur l'Algérie, avec *Azrayen*, ou sur l'Indochine, avec *Les Oubliés d'Annam*, tous deux chez Dupuis-Aire Libre.

Avant-première

## Un « petit » candidat face aux « grands » médias

Vendredi 17 février, à la librairie Libertalia à Montreuil, aura lieu la soirée de lancement d'un livre écrit par trois camarades du NPA, à paraître le 3 mars. Nous publions un extrait de l'introduction du livre.

**T**onalité des interviews, attitude des intervieweurs, temps d'antenne : la campagne présidentielle 2022 a une fois de plus, et peut-être encore davantage que les précédentes, joué un rôle de révélateur du traitement « spécial » que reçoivent des candidats ayant le profil d'un Philippe Poutou. Mais ce qui est moins connu, ce sont les à-côtés de ces invitations et de ces passages dans les médias. Sait-on qu'une interview de quatre minutes sur telle ou telle chaîne d'information a parfois nécessité un échange de plus de 50 textos, une « négociation » sur l'heure, le lieu, la durée de passage, la composition du plateau, les thèmes abordés ? Que se passe-t-il juste avant et juste après, dans les coulisses des



plateaux télévisés, lorsque tel journaliste se lâche, tel salarié des médias se confie sur son travail ou tel invité politique que l'on ne veut pas croiser tient ostensiblement à venir nous parler ?

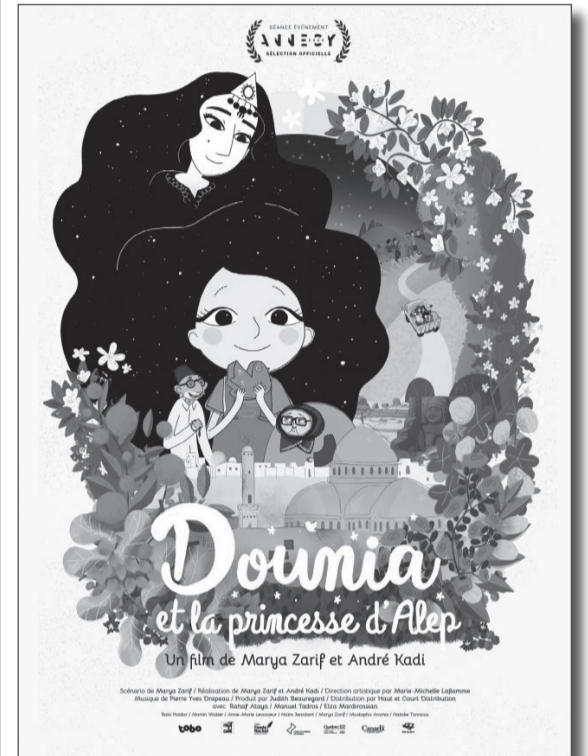
Quelle organisation ce soudain intérêt médiatique implique-t-il pour un candidat comme Philippe Poutou — et pour son équipe, et comment en arrive-t-on à devoir réorganiser une journée de campagne car telle rédaction en chef a jugé bon d'annuler ou de reporter une émission ou une interview, jugeant qu'une autre actualité était plus importante ? Autant de questions auxquelles nous nous attacherons à répondre dans cet ouvrage, qui ne se veut toutefois pas limité à être un concours d'anecdotes sur les petites bassesses des « grands » médias et des « grands » journalistes. Il s'agit en effet pour nous d'inscrire cette expérience rare, consistant à être soudainement « invités » à évoluer dans un monde qui aime demeurer dans l'entre-soi, dans une — modeste — réflexion sur les rapports de la gauche radicale aux médias dominants. Philippe Poutou, Julien Salingue et Béatrice Walylo

Animation

# Dounia et la Princesse d'Alep, de Marya Zarif et André Kadi

Film franco-canadien, 1 h 12 min, sorti le 1<sup>er</sup> février 2023.

Parce que le monde des bisounours n'existe pas et qu'en revanche la guerre et l'exil oui, il faut trouver des médiations pour en parler avec les enfants. C'est ce que fait « Dounia et la princesse d'Alep » avec justesse.



**S**i le début du film est dur et triste, la suite est portée par l'enthousiasme de l'enfance et la confiance dans un avenir meilleur. Les moments magiques permettent de mettre un peu de distance, de respirer. Les dessins sont très beaux et poétiques. Et ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir un film, d'autant plus pour les enfants, avec une héroïne non blanche, sensible et entreprenante, un film écrit par une femme syrienne Marya Zarif.

**Les odeurs et les couleurs de la Syrie face à la brutalité de la guerre**

La Syrie, Alep, les échoppes du souk, la cuisine, les odeurs, les couleurs, la musique... on est emporté par l'atmosphère de la ville avant la guerre. La réalité actuelle s'impose d'autant plus brutale et insupportable : la guerre, la répression, l'exil, les frontières, les camps de réfugiés, la Méditerranée à traverser, l'absence des personnes disparues...

L'errance dans les pays occidentaux, à la recherche d'un lieu qui les tolèrera à défaut de les accueillir est aussi montrée, édulcorée sans doute, mais déjà incompréhensible et inacceptable.

Alors en sortant du cinéma, il faut être prêtE pour les questions ! Et elles ne sont pas toujours faciles et nous poussent dans nos retranchements de militantEs : comment rendre compréhensibles sans trop simplifier les raisons de cette guerre ? Mais surtout comment expliquer le comportement de certains humains qui tuent, ferment les frontières, laissent mourir en mer et dormir dehors les enfants ? C'est peut-être parce que cette question n'a pas de réponse acceptable, que notre révolte reste aussi intense que celle des enfants face à de telles injustices.

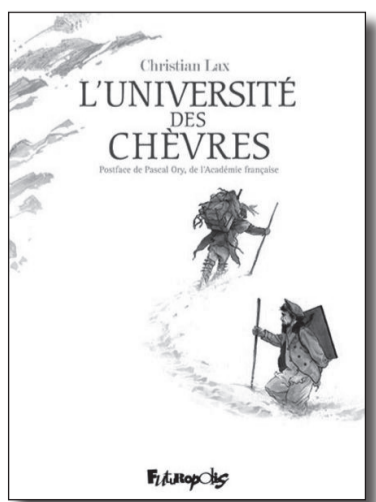
En tout cas, c'est un film qui donne à voir, à réfléchir, qui fait grandir. Un film qui prend évidemment une résonance supplémentaire après le tremblement de terre du 6 février et ses conséquences terribles.

Elsa Collonges

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44  
www.la-breche.com – contact@la-breche.com  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h





# FÉMINISME «La Déferlante souhaite documenter notre époque post-MeToo du point de vue journalistique, scientifique, militant»

**Entretien.** Depuis mars 2021, La Déferlante consacre tous les trois mois un numéro aux féminismes et au genre avec un angle original. L'Anticapitaliste a rencontré **Marie Barbier**, co-rédactrice en chef et co-fondatrice de la revue des révolutions féministes.

**En tant que néo-rennaise, as-tu entendu parler de Awa Gueye, qui anime le collectif Justice et Vérité pour Babacar, son petit frère tué par la police en décembre 2015?**

Je viens de m'installer à Rennes, donc non, pas encore. Par contre, j'ai bossé pendant 13 ans pour l'Huma, pour laquelle j'ai suivi les luttes contre les violences policières. J'ai vu l'ampleur que cela a pu prendre, le lien avec le mouvement antiraciste, et la place des «soeurs de...», quasi iconiques, comme Assa Traoré.

Le prisme du genre se situe au carrefour des luttes, le genre vient agir sur toutes situations. Concernant les luttes contre les violences policières, le prisme de la race est évident, celui de la classe aussi mais celui du genre aide également à saisir la situation. Comment la masculinité se construit dans les quartiers populaires, comment les petits frères grandissent et deviennent la cible de violences étatiques, quelle est la place des garçons dans la construction de la domination, quel est le poids du système...

Ce sont de jeunes hommes racisés qui sont pris pour cible dans l'espace public et leurs sœurs/mères/companies qui se retrouvent ensuite à prendre la tête de la lutte.

**Le numéro 8 de La Déferlante consacre un reportage à La Bulle, collectif militant rennais de garde des enfants, par exemple pendant les manif...**

C'est un sujet qui nous a été proposé par la journaliste Charlotte Hervot et, au-delà de partir du local, cela montre concrètement à quoi peuvent servir les luttes féministes. C'est une des marques de fabrique de la revue, que de dézoomer, aller vers les pratiques.

Cela permet de diversifier son lectorat. On met un point d'honneur à ne pas parler qu'aux seules militantes. Ainsi, par exemple, quand on parle de La Bulle, on ne s'adresse pas qu'aux femmes qui vont en manif : en tirant toutes les questions de genre posées par cette situation, on élargit. C'est-à-dire la volonté d'avoir ou non des enfants, qui ne contredit pas nécessairement la capacité et l'envie de s'occuper d'enfants, par exemple. On se situe de façon subtile entre l'intime et le politique. On

**Le rôle du journaliste est aussi d'accompagner à l'écriture celles et ceux qui sont dépourvus d'expression publique en général**



cherche d'autres histoires, d'autres références qui permettent de sortir d'un monde hétéro-normé. En outre, on veille à tout définir afin d'éviter l'entre-soi. Cela passe par le fait de ne pas considérer que le lecteur ou la lectrice sait précisément ce que recouvrent des termes comme «cis» ou «trans» par exemple.

**La Déferlante, c'est donc une diversité de points de vue ?**

Nous avons fait le choix d'avoir recours à une diversité de formats : déjà pour rendre la lecture attrayante — en tous cas plus que les sujets graves qu'elle peut aborder — mais aussi pour l'accessibilité de la revue. Il y a des textes longs, mais présentés de façon aérée, on trouve aussi de la BD, un portfolio...

On cherche aussi la diversité des écritures. Donner la parole dans l'espace médiatique est une situation de pouvoir, nous en sommes conscientes. Alors on ne trouvera pas dans la revue de numéro 100% journalistes : on donne la parole au monde militant, au monde académique, aux universitaires mais aussi aux premières concernées. Concrètement, on peut aussi bien animer un atelier d'écriture à la prison des femmes, que demander à une universitaire d'écrire «l'histoire d'un slogan». Le rôle du journaliste est aussi d'accompagner à l'écriture celles et ceux qui sont dépourvus d'expression publique en général. Cependant, le but est de diversifier sans hiérarchiser. Ces paroles — militante, scientifique, concernée — que l'on cherche à articuler, sont ici à égalité.

**Quelle est la place du manifeste de La Déferlante ?**

Le manifeste est né de notre pratique. On l'a posé avant d'écrire la revue, on s'y tient même si on le/se questionne au fil de l'expérience. Il nous aide, il nous guide, face à des questions comme celles-ci : à qui on ouvre nos colonnes ? Pour qu'il y ait débat,

comment ne pas donner la parole à des transphobes, à des racistes ? Comment faire vivre dans la revue les différents courants féministes, les mettre en présence, comment aborder des questions comme le voile, donner à voir ces débats, en évitant des propos jugeants, voire racistes ?

**La Déferlante est une revue de qualité... Pourquoi est-elle une revue de librairie ?**

C'est une revue trimestrielle qui coûte assez cher, ce qui nous permet de payer toutes celles et ceux qui y contribuent. On a voulu que ce soit joyeux, un graphisme pop, moderne. On y aborde des sujets graves, durs, et malgré tout on veut donner de la

joie. On vient de la presse et on a eu envie de s'amuser, on a mis une grande attention à faire quelque chose de beau, avec de la couleur. On fait appel à des graphistes, des illustratrices, des photographes. Notre modèle économique repose sur les abonnements et sur la présence dans un millier de librairies, c'est notre écosystème. La présence en kiosque ne serait pas intéressante pour la diffusion. La Déferlante est aussi présente dans un grand nombre de bibliothèques.

**La Déferlante, c'est donc LA revue des révolutions féministes ?**

Il existe d'autres revues que nous apprécions beaucoup comme Panthère première, Well, Well, et Gaze. La Déferlante se veut généraliste, on souhaite documenter notre époque post-MeToo, raconter comment ça se passe du point de vue journalistique, scientifique, militant, montrer ce bouillonnement autour du genre. Le développement des études de genre est très important actuellement et nécessite un travail de vulgarisation, d'une manière lisible et accessible à notre lectorat, qui est très jeune.

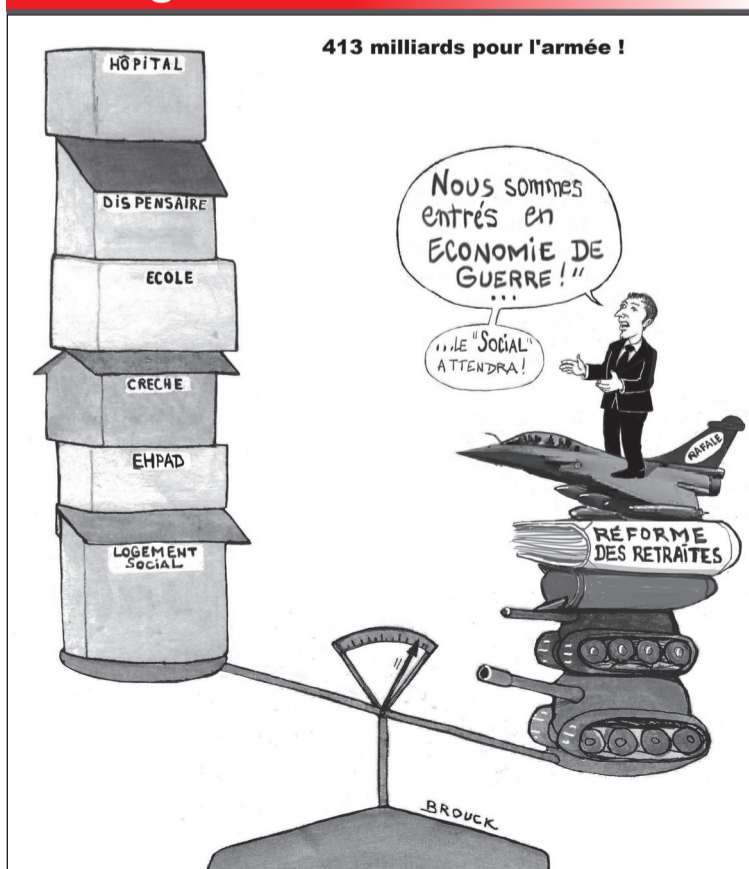
Le genre est partout. On peut tout étudier du point de vue du genre. Dans chaque numéro de La Déferlante, on part d'un verbe — «jouer» dans le numéro 8, pour le 9 ce sera «baiser» — et on décline du point de vue du genre. Les oppressions sont partout, le genre est partout, dans le fait d'habiter les quartiers populaires, dans la sortie de Sandrine Rousseau sur le barbecue. Oui, le genre est partout !

La revue des révolutions féministes, parce qu'elle se situe au carrefour de diverses manières de voir, et qu'elle assume une vraie dimension intersectionnelle.

**Propos recueillis par Anjela et Vincent, du comité NPA de Rennes**

Le prochain numéro de La Déferlante sort le 17 février 2023.

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**DES «CŒURS BRISÉS PAR LES MAUX DE L'ÉCOLE»**, selon l'intitulé choisi pour cette mobilisation exceptionnelle qui refuse, comme à Paris ou en Seine-Saint-Denis, les suppressions de classes annoncées pour la rentrée 2023 : 167 dans le Val-de-Marne (et 187 dans la capitale), pour les seules écoles maternelles et élémentaires.

Cette ponction interviendrait dans un territoire déjà scolairement sinistré. «Au point que certaines orientations emblématiques de la politique éducative ne sont même pas mises en œuvre», pointe Marion Fouret, du SNUipp-FSU. C'est le cas des dédoublements de classes en grande section de maternelle dans l'éducation prioritaire. «En REP+, ça va, précise la syndicaliste, mais en REP, beaucoup plus nombreuses, nous n'avons aucune classe dédoublée, alors que cela devait être mis en place depuis la rentrée 2022!»

Sa collègue Magalie Tarioux renchérit sur «l'état délabré de l'éducation prioritaire» dans le département. [...] Explications : «Rased (réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté), psychologues de l'éducation nationale, médecins... Nous manquons de tout ce qui est censé prévenir la grande difficulté scolaire. Résultat : les élèves passent d'une classe à l'autre en accumulant les difficultés. C'est aussi pour ça que nous avons énormément de notifications de la MDPH (maison départementale des personnes handicapées) pour des enfants qui ont besoin d'un accompagnement par des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap).»

[...] La «mutualisation», qui oblige les AESH à suivre plusieurs élèves à la fois a surtout pour but de communiquer sur le nombre d'élèves accompagnés, cachant le fait que ce suivi ne permet pas une réelle inclusion. [...] Nous avons 1800 AESH aujourd'hui. Il en faudrait deux fois plus pour simplement couvrir les notifications de la MDPH. Dans le Val-de-Marne, il n'est plus rare que ces situations débouchent sur des déscolarisation. Loin, très loin des proclamations lunaires du ministère sur l'école inclusive.

Olivier Chartrain. «167 classes de primaire menacées dans le Val-de-Marne», l'Humanité, 14/02/2023.

<https://www.humanite.fr/societe/education-nationale/education-167-classes-de-primaire-menacees-dans-le-val-de-marne-782470>

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

**FRANCE ET DOM-TOM**

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	
Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)